

PREMIÈRE CONFERENCE (1)

**INEGALITES ECONOMIQUES ET POLITIQUES
DE DEVELOPPEMENT A L'ECHELLE REGIONALE
ET A L'ECHELLE NATIONALE**

par M. ANDRE PIATIER

Professeur à l'Ecole Pratique des Hautes Etudes, Sorbonne, Paris

Excellence, Mesdames, Messieurs,

C'est après une longue série d'illustres conférenciers que vous m'avez offert de prendre la parole, et je tiens à exprimer ma profonde reconnaissance à la Société d'Economie Politique d'Egypte et au Centre de Coopération Scientifique de l'UNESCO, pour le grand honneur qui m'est fait aujourd'hui.

Mais je suis plus sensible encore à l'immense confiance que vous m'avez témoignée, Monsieur le Président, en acceptant pour mes trois exposés, le thème de l'Inégalité Economique et du Développement, thème qui est au coeur des préoccupations de votre pays, et qui constitue aussi pour tous le plus bouleversant et le plus difficile problème de cette seconde moitié du XXème Siècle.

Mais je ne suis pas venu en Egypte pour présenter du haut de cette tribune des solutions définitives, des théories parfaites élaborées dans les Universités ou les Instituts de Recherches des autres pays. Un passionnant séjour de plusieurs mois dans votre pays, de nombreux contacts avec vos spécialistes de l'économie et de la statistique, des travaux menés en commun avec eux dans un climat inoubliable d'enthousiasme et d'amitié m'ont permis d'apprendre, de confronter les théories avec les faits, de modifier bien des schémas et bien des jugements. Et la première conclusion à laquelle je suis parvenu, c'est que les programmes de développement et les expériences pratiques ne s'exportent pas.

L'histoire des révolutions industrielles d'Europe, d'Amérique, ne s'écrit pas une seconde fois ailleurs. L'expansion se fera ailleurs, selon des formes nouvelles et dans des cadres nouveaux à élaborer sur place, car les conditions

(1) Prononcée le Lundi 5 Décembre 1955 à la Section Economique de la Société d'Economie Politique, de Statistique et de Législation d'Egypte.

mêmes sont profondément différentes — du fait que certains développements se sont déjà produits dans d'autres parties du monde.

Une semblable révision de valeurs m'avait déjà été imposée, il y a quelques mois en France, par l'observation directe des problèmes économiques régionaux, problèmes qui ne peuvent se satisfaire, eux non plus des schémas abstraits, des schémas préfabriqués des laboratoires économiques.

Et il m'a semblé que la nouvelle expérience, que je viens de faire ici en Egypte, pourrait me permettre de rapprocher les grands points d'interrogation qui se posent, tant à l'échelle régionale qu'à l'échelle nationale: les disparités dans les situations économiques.

Les différences dans les rythmes d'évolution sont aussi grandes, par exemple, entre l'Ariège ou n'importe quel autre département du sud de la France et Paris, entre la Sicile et Turin pour prendre un exemple italien, qu'entre les différentes nations.

Pourquoi ces inégalités sont-elles devenues subitement depuis quelques années plus criantes ? Car elles existaient depuis toujours ces inégalités (et on les assimile aujourd'hui p.e. plus encore qu'autrefois à des injustices): le monde moderne en prend conscience et ceci à mon avis, pour deux raisons: la première c'est que les structures nationales, qui ne sont pas homogènes, accumulent l'acquit de chaque période sans les fondre dans un ensemble: le mélange n'est pas réalisé — et la seconde raison est que l'optique a changé de dimension.

Exprimons d'abord la première raison par une autre image: le rythme rapide du progrès a juxtaposé des outillages et des modes de vie nouveaux à des outillages et à des modes de vie anciens ou archaïques. Il y a eu des *noyaux* de développement, qui se sont surimposés sur un paysage ancestral. On voit presque partout à travers le monde (sauf bien entendu dans les continents vierges, défrichés uniquement avec l'outil moderne) on voit presque partout ce voisinage de la faucille à main et de la moissonneuse — batteuse.

L'oeil moderne, ai-je dit, comme seconde raison, s'attache d'autre part à des grandeurs différentes: il y a 150 ans, c'est l'inégalité entre les hommes, l'inégalité entre les *individus* (inégalité largement décrite par les philosophes du XVIIIème Siècle) qui engendre la Révolution française, et derrière elle tous les mouvements politiques sociaux, industriels qui ont fait la civilisation du début du XXème Siècle.

Mais aujourd'hui, le rétrécissement des espaces (espace local, espace régional, national, mondial) grâce à l'avion, au journal, à la radio, à l'automobile, même à la guerre, ce rétrécissement des espaces change la dimension de notre prise de conscience, change la dimension de notre monde et ce sont

désormais les *groupes*, et non plus les individus auxquels l'homme va désormais s'intéresser et dont les inégalités paraissent choquantes et appellent de nouvelles politiques de promotion. L'individu, lui aujourd'hui accepte au contraire une sorte d'inégalité fonctionnelle: le poinçonneur de tickets par rapport au chef de gare, le manoeuvre par rapport au mécanicien ou à l'ingénieur, mais les unités au contraire, quelles que soient leurs dimensions et les groupes se disputent: deux villages, par exemple, revendiqueront les mêmes avantages pour la distribution d'eau ou d'électricité, exigeront du gouvernement des péréquations de leurs charges ou de leurs dépenses respectives. Inégalités entre groupes professionnels encore: fonctionnaires contre secteur privé — mieux rémunéré — employés du textile contre employés des chemins de fer, niveau de vie des campagnes contre niveau de vie des villes, etc... etc...

Les inégalités entre les régions ou entre les nations, (les seules que nous traiterons ici) couronnent enfin cette illustration du passage de l'ère des micro-politiques à celle des macro-politiques, passage à l'ère de l'apparition de sensibilités collectives qui remplacent des sensibilités individuelles.

Ce changement de dimension des problèmes économiques, sociaux et politiques n'a rien à voir, d'ailleurs, avec les doctrines politiques adverses: Est/Ouest, Libéralisme/Marxisme, capitalisme ou collectivisme qui représentent des conceptions opposées, mais toutes deux relatives à la meilleure satisfaction des aspirations de l'*individu*. Vis-à-vis des groupes, au contraire, les mêmes problèmes se posent dans les deux camps, et l'égalisation des niveaux de vie entre les régions ou entre les nations, composant ces deux camps entre villes et campagnes reste à réaliser des deux côtés du Rideau de fer. Et c'est pourquoi nous n'aurons guère à évoquer ici, ce soir, les grands problèmes politiques qui — trop souvent — servent de toile de fond aux travaux des techniciens.

A mon avis, les groupes, les collectivités auxquelles participent les humains — de la famille à la profession, de la cellule locale du village à la région ou à la nation — sont des *réalités profondes* qui n'ont pas encore été suffisamment intégrées dans un système de pensée complet, aussi bien en science politique qu'en science économique.

Et pour nous limiter à cette dernière discipline, il apparaît bien que les progrès d'une période à l'autre consistent à passer des tableaux généraux — rappelons-nous ceux des mercantilistes ou des physiocrates — à des analyses de type individuelles, à un "pointillisme" de l'homo-*economicus* et du marginalisme. Et depuis 1930 les théories globales reviennent trop vite à des tableaux à l'échelle nationale, (échelle nationale conçue abstraitement ou concrètement) et trop vite pour permettre une étude des groupes intermédiaires, c'est-à-dire de ces unités composantes de la nation.

De plus ces théories, élaborées le plus souvent sur le modèle de quelques pays déjà très industrialisés, ne paraissent pas automatiquement transposables à des économies nationales qui sont à un autre stade de leur développement. Il faut donc, je crois, élargir le champ de l'étude et appeler à l'aide d'autres disciplines : la sociologie, l'ethnologie, l'histoire, la psychologie, dont les spécialisations excessives ont souvent fait perdre de vue aux chercheurs qu'elles étaient une branche d'un tout homogène et d'un tout qu'on appelle encore provisoirement, j'espère, les sciences humaines.

Ce préambule explique pourquoi, revenant maintenant à nos troublantes inégalités entre régions ou nations, je me refuse à les considérer toutes de même nature, et à leur **APPLIQUER DES REMEDES PREPARES D'AVANCE.**

Il faut d'abord *expliquer* ces inégalités. Et trop souvent pour l'ensemble de la question, l'économiste répond "sous-développement". Ce seul terme, pour évoquer la multitude des diagnostics possibles, me paraît une monstruosité : c'est une idée simpliste que d'assimiler le Sahara et le Pôle Sud (où tout est à développer en partant de rien) à de vieilles civilisations comme la Grèce, l'Egypte, l'Inde ou la Chine, sans lesquelles le monde moderne n'aurait pas vu le jour.

"N'oublie pas que les civilisations sont mortelles" disait un philosophe de l'antiquité. Mais n'oublions pas, nous non plus, que les pôles de développement changent de place sur la planète, que tour à tour certaines régions du monde jouent le rôle d'élément-moteur à l'égard des autres régions. N'est-il pas curieux de constater qu'en France, par exemple, il n'y a pratiquement aucune église romane dans les régions qui sont les régions directrices de notre effort industriel : c'est une seconde France, celle du charbon et du fer, structurée différemment, qui a pris le relai de la première.

Et dans un pays comme l'Egypte, la superposition des civilisations successives — au gré de l'effondrement de certains groupes, ou du déferlement de certains autres — fait apparaître plus clairement encore cette sorte de géologie économique et humaine, chaque époque laissant ses propres sédiments et composant le "terrain" complexe avec lequel nous devons compter aujourd'hui.

Et on comprend pourquoi la plupart des théories sont insuffisantes pour éclairer ce thème des inégalités économiques. Non seulement elles considèrent les nations comme des pions, des pions équivalents et interchangeables (l'échange du drap et du vin) dans la théorie de Ricardo entre la Grande-Bretagne et le Portugal en est un exemple, mais aussi elles transposent à leur échelle des explications micro-économiques. La théorie du commerce international

n'est qu'une extrapolation des théories de l'équilibre sur les marchés (avec quelques variantes, telles que par exemple l'immobilité des facteurs de production). Mais ces théories sont insuffisantes encore parce qu'elles rabaissent les problèmes des collectivités à des ajustements individuels dans un domaine qui n'est pas *spatialisé*. Nos théories économiques sont *aspatiales*. Le marché des économistes est un point sans dimensions. Il faut que nous donnions une dimension à nos phénomènes économiques, que nous fassions intervenir leur localisation dans le jeu de toutes les inter-actions. Et le travail des économistes de demain sera de reprendre les premiers travaux des francs-tireurs qu'ont pu être autrefois Von Thünen, Weber, Lösch, Paländer.

Mais reprenons la théorie du commerce international. Sous sa forme classique, il s'agit par l'égalisation automatique, d'une sorte de théorie des vases communicants. Sous ses formes modernes, afin de justifier les inégalités internationales qui subsistent — on procède par adjonctions successives de frottements, de rigidités, de viscosités ou de différences d'élasticités: les vases ne communiquent qu'imparfaitement entre eux. Est-ce suffisant ? Non, car on ne dit rien de ce que sont les vases et de ce que sont les liquides qu'ils contiennent. L'explication par le commerce international de nos innégalités reste marginale, elle reste "à la frontière". Mieux vaut étudier la structure, le fonctionnement de chaque économie nationale, comprendre ses rythmes, son évolution, déceler la nature de ses ajustements internes. C'est seulement après qu'on peut examiner l'influence de ses relations avec les voisins, la sensibilité de son organisme aux chocs, chocs favorables ou non, venus du dehors. Mais il n'y a pas de critère standard: une balance commerciale déficitaire est un signe favorable du développement économique pour un pays industriel, cette même balance déficitaire est une catastrophe ailleurs. Une hausse du taux d'intérêt stimule l'épargne ici, mais décourage l'investissement là; un surplus de population stimule la production ici grâce à une offre supplémentaire de bras, de moyens de travail, mais ce surplus de population paralysera ailleurs le développement économique en freinant la mécanisation et en augmentant la consommation d'un produit national stationnaire.

On pourrait multiplier les exemples d'*indétermination* totale des effets d'un changement quelconque dans l'une de nos variables économiques. Et nos incertitudes subsisteront tant qu'on n'aura pas établi des types de collectivités analogues aux types d'humains.

Les nations ne sont pas toutes parties au même moment dans cette course au développement économique. Et, à ces disparités de temps, s'ajoutent leurs différences propres, qui sont comparables aux différences de croissance, aux différences de nutrition et au blocage que l'on constate dans la vie des différents êtres vivants.

Et il est évident que les solutions à trouver à ces inégalités de développement sont nombreuses, qu'elles font éclater les cadres habituellement tracés, qu'il n'y a pas de panacée universelle. Ni l'injection massive de capitaux, ni l'industrialisation accélérée ne peuvent être prônées partout de la même façon.

Plus récemment encore, diverses conférences internationales ont proposé des listes complètes de ce qu'il fallait pour effacer ce qu'on appelait le "sous-développement". Ces travaux consciencieux qui partent pratiquement de la description de ce qui existe déjà dans les pays qui se sont développés, nous montrent bien ce qu'on doit avoir *après*, lorsque le travail est fini, mais non pas ce qu'il faut faire *avant*.

Et une telle méthode me remplit de désarroi, du même désarroi que celui qui me prend devant le catalogue d'un grand magasin, lorsqu'il s'agit de choisir le "jouet" à acheter parmi les innombrables pages, au moment des étrennes; pour ce choix, il faut tenir compte de divers facteurs: et du goût et du prix et du pouvoir d'achat disponible et de bien d'autres choses. Ou encore ce catalogue international de développement me fait penser à un dictionnaire de médecine. (Rappelons-nous le héros de Jérôme K. Jérôme, qui en le lisant se découvrait les symptômes de toutes les maladies, à l'exception de l'épanchement de synovie). Eh bien, dans nos pays sous-développés, je crois que tous, en nous penchant sur ces grands remèdes internationaux actuellement disponibles, nous nous rendons compte que tous les pays sont affreusement malades. Nous avons assez de dictionnaires de médecine, mais nous n'avons pas encore assez de médecins. Or, il nous faut d'abord un bon diagnostic: ce sera notre propos d'aujourd'hui. Après quoi, nous pourrions envisager quelques indications thérapeutiques dans nos deux réunions suivantes:

LA CONSTATATION ET LA MESURE DES INEGALITES

Ces inégalités économiques ont fait l'objet de très nombreux travaux statistiques.

Autrefois, ma foi, les économistes s'en inquiétaient peu, ils y voyaient le fait d'une division du travail. Quant aux statisticiens, c'était pour eux l'occasion d'un bon exercice pour leurs calculs de dispersion autour de la moyenne. Mais depuis la grande crise de 1930, et depuis la dernière guerre, les difficultés rencontrées par certaines régions ou par certains pays dont la stagnation contrastait avec la prospérité des autres a entraîné la mise au point de plans locaux d'aménagement ou de plans nationaux de développement.

Quelles sont ces inégalités? Je ne voudrais pas vous infliger ici des statistiques fastidieuses, mais seulement prenons quelques exemples.

En France 20 départements sur 90 nous fournissent la moitié de la production agricole. Huit seulement suffisent sur 90 à nous donner la moitié de la production industrielle. Vingt départements sur 90 ont un niveau de vie supérieur à la moyenne, qu'il s'agisse des achats calculés globalement ou par les achats de textile, de radio, d'automobile, le nombre de téléphones, de médecins par habitant, les consommations d'énergie, etc...

On a parlé des deux France: celle du Nord de la Seine et celle du Sud. On a dit que tout s'expliquait par des différences de population. C'est probablement inexact puisque la densité n'explique pas que les rendements pour le blé, par exemple, varient de 65 quintaux à l'hectare dans certaines régions, contre 8 à l'hectare dans d'autres comme la Lozère.

En Italie la coupure est plus nette encore entre la région industrialisée du Nord et la botte italienne, dont la pauvreté est dramatique. En Espagne, le drame se joue entre les régions côtières, riches et prospères, et les hauts plateaux dénudés. En Allemagne, entre le centre et la vallée de la Ruhr et celle du Rhin.

Pour la France, Paris apparaît non pas comme un centre géographique mais comme un centre de gravité entre deux zones inégales en surface, l'une de 20 départements, l'autre de 70, mais de poids économiques à peu près égal.

Partout en Europe, et dans la plupart des secteurs considérés; agriculture, industrie, commerce, transports, consommation, l'écart par habitant est de 1 à 10 ou de 1 à 15 selon les régions.

A l'échelle mondiale, plus fréquemment encore étudiée, les disparités sont du même ordre, sinon plus nettes encore:

- 1/5 seulement des 2 milliards et demi d'humains ont un revenu compris entre 600 et 1600 dollars par an.
- 1/7, soit 350 millions d'hommes, gagne de 150 à 400 dollars,
- et les 2/3 de l'humanité, soit un milliard 600 millions d'humains, restent bloqués aux alentours de la centaine de dollars par an, à la limite même de la famine. Et ces hommes qui ne mangent pas toujours à leur faim, qui possèdent peu de machines, peu de vêtements, peu d'abris, n'ont même pas, bien souvent, les moyens de lutter contre la maladie.

Le tableau statistique dressé par les Nations Unies nous montre donc, pour le revenu national par habitant des écarts de 1 à 20, selon les régions du monde. Pour la consommation d'énergie, même tableau: 6 tonnes (ou leur équivalent) en charbon par habitant aux Etats-Unis, contre 2 tonnes en Europe et seulement 200 kgs en Asie.

Pour l'alimentation, près de la moitié du monde n'a pas encore un régime alimentaire satisfaisant. Et les pays les plus riches, (Les Etats-Unis, la Nouvelle-Zélande, la Suisse, la Suède, et on ajoute l'Argentine et l'Uruguay) dépassent 3000 calories alimentaires par habitant et par jour, tandis que l'Inde et le Pakistan, à l'autre extrême, sont bloqués à peine à 2000 calories par habitant.

Mais encore faut-il bien dire que ces "calories" n'ont pas la même signification. En effet, l'alimentation "riche" porte sur une quantité croissante de produits animaux, alors que l'alimentation la plus pauvre, celle qui se maintient seulement dans les 2000 calories, est presque exclusivement végétale, et surtout céréalière. Or, pour produire des animaux, il faut des végétaux, il faut 4 calories végétales pour faire une calorie animale. Tout se passe comme si l'homme qui consomme 3000 calories avait 4 estomacs, en réalité, au lieu d'un et absorbait 12.000 calories végétales soit 6 fois plus que son frère le moins favorisé.

La différence de productivité agricole et la densité de population n'expliquent pas ces disparités. Diverses raisons d'ordre institutionnel ou religieux, aux Indes, par exemple, freinent l'égalisation des conditions alimentaires.

Si nous nous tournons vers le domaine des biens manufacturés, les disparités sont aussi grandes, aussi bouleversantes quoique certaines de ces productions semblent moins indispensables au niveau de vie des nations.

Une auto pour	3 habitants aux Etats-Unis.
Une auto pour	5 habitants en Australie
Une auto pour	15 habitants en France
Une auto pour	30 habitants en Allemagne
Une auto pour	100 habitants en Italie
Une auto pour	500 habitants Japon
Une auto pour	1000 habitants en Indonésie.

Voilà un nouveau tableau qui traduit des disparités plus violentes encore que pour les consommations de base. On pourrait trouver la même chose en étudiant un grand nombre d'autres domaines: le téléphone, la radio, l'automobile, mais plutôt que de continuer cette description qui suffit pour conduire certains économistes au pessimisme le plus noir, je voudrais essayer maintenant de relever certaines caractéristiques et d'apparaître un peu plus optimiste qu'eux.

Ma première observation sera que ces observations sont souvent faussées. La seconde, que les inégalités sont probablement exagérées par certains phénomènes d'optique. Et la troisième, c'est que ces inégalités ne sont pas croissantes.

Voyons ce qui fausse l'observation de ces inégalités. Nos observations se font sur la base de comparaisons de moyennes nationales. Or, dans chaque pays, il existe une grande dispersion, on peut constater des différences appréciables de niveau de vie et de production. Et comme l'éventail est plus ou moins ouvert dans chaque pays, certains groupes régionaux sont comparables entre eux : le Sud de la France est très comparable aux régions riches de l'Italie ou d'Espagne, qui sont elles-mêmes comparables aux régions riches des autres côtes méditerranéennes. Il y a probablement moins de différence entre la région de Marseille, celle de Gênes ou d'Alexandrie qu'entre Lille et Marseille, d'un côté, et Alexandrie et Assouan, de l'autre.

La carte mondiale du sous-développement, nous le voyons, se moque donc parfaitement des frontières politiques. Et il a sûrement beaucoup plus de similitude entre l'habitant de Tokio, celui de Bombay, d'Athènes, de Madrid ou de Rio de Janeiro, que ne le suggèrent les moyennes nationales relatives à ces différentes nations. De même "l'air de famille" entre les paysans du monde entier est infiniment plus grand qu'on ne le croit en utilisant les statistiques.

Mais, de plus, *certaines de ces inégalités sont systématiquement exagérées par les techniques de calcul, et notamment par celles qui sont utilisées dans le calcul du revenu national.*

Si l'on en croit les Nations Unies, le revenu par tête aux Etats-Unis est 4 fois plus élevé qu'en France et 20 fois plus élevé qu'aux Indes par exemple. Eh bien, des travaux récents ont montré que ces calculs qui sont effectués en unités monétaires communes, c'est-à-dire en dollars étaient contestables : ils ne tiennent pas compte en effet des niveaux de prix effectivement pratiqués dans chaque nation. Milson Gilbert a montré à l'O.E.C.E. et aux Etats-Unis, par exemple, que si l'on tient compte du coût d'approvisionnement réel existant pour les familles françaises et pour les familles américaines, c'est-à-dire en re-calculant les dépenses en reprenant le panier de provision des Français et des Américains, et en multipliant les quantités par les prix, l'écart entre la France et les Etats-Unis n'était plus de 1 à 4, mais de 1 à 2 seulement.

Les diverses études de pouvoir d'achat des salaires que nous avons pu faire à Paris depuis quelques années confirment ce fait en justifiant l'opinion que les inégalités statistiques sont au moins deux fois plus grandes dans les documents internationaux que dans la réalité.

Mais il y a plus encore : chacun sait qu'avec une certaine somme d'argent, on obtient plus ou moins de marchandises en ville ou à la campagne, et même en ville selon les quartiers. Pour Chicago, une enquête a révélé que 1500 dollars ne donnaient pas plus à l'habitant de la ville que 1000 dollars dans un bourg voisin.

Ce coût de la "congestion urbaine" qui représente 50 % de la dépense s'observe aussi bien à Paris qu'au Caire, entre villes et campagne de tous les pays du monde. Or, vous le savez, les prix urbains sont les prix qui statistiquement sont les plus connus, ceux des zones rurales échappant à l'investigation, et, de ce fait, le niveau de vie des pays à population agricole prépondérante est encore semble-t-il plus nettement sous-estimé.

Enfin, dans tous les pays qui sont moins ouverts à l'économie de marché, c'est-à-dire ceux dans lesquels le paysan consomme une partie de ce qu'il produit, nous avons des quantités produites qui échappent à toute mesure statistique, car la statistique souvent se fondera sur les quantités échangées et non pas sur les quantités produites effectivement. Donc, les pays à forte auto-consommation, pour cette 3ème raison supplémentaire sont encore défavorisés dans la comparaison du niveau de vie. Il faut, je crois, que nous puissions diminuer cette sous-estimation.

Mais venons-en, je crois, à la remarque essentielle maintenant. Ces inégalités entre nations et régions — si l'on en croit certains économistes, et ce qui a été dit ici même il y a quelques semaines — ces inégalités devraient aller croissant d'année en année, et rendre vraiment inéluctables des disparités qui finiraient par conduire le monde au désespoir. Or, rien ne pousse à penser que cette loi existe réellement, et même certains travaux semblent montrer le contraire.

Etudions d'abord les *disparités entre régions* d'un même pays. Avec mon collègue et ami, le Professeur italien TAGLIACARNE, nous avons recherché les inégalités de vie en Italie, en France, en Suisse, en Allemagne, et nous avons essayé de comparer la situation avant guerre et celle de maintenant. Il apparaît, en mesurant diverses consommations: celles du téléphone, de la radio, des autos, que ces disparités vont en décroissant, et sont moins marquées qu'avant guerre. La même observation vaut pour les provinces italiennes, les départements français, les cantons suisses, etc... (Ces travaux ont été publiés par la Société de Statistique d'Italie). Maintenant la dispersion est moins grande, les unités locales se sont resserrées autour de la moyenne. C'est sans doute la conséquence d'une certaine unification des conditions économiques des pays, et il semble bien que les disparités soient surtout grandes dans les économies encore mal organisées ou mal centralisées. Nous avons des courbes de répartition en cloche étroites et pointues dans les économies bien organisées, et, au contraire, des courbes en cloche largement étalées dans les économies mal organisées; on peut distinguer de grandes inégalités dans les revenus distribués au Portugal tandis qu'on doit constater une grande égalité entre les revenus distribués au Canada. Ceci m'amènerait à poser une question: "Le progrès n'est-il pas la tendance à l'égälisation des revenus ?".

Entre les nations, les calculs ne sont pas poussés de façon aussi précise, mais divers raisonnements peuvent jouer sur ces inégalités et les atténuer. Ainsi, si nous prenons la période Napoléonienne, l'écart entre la France et l'Egypte était infiniment plus grand qu'aujourd'hui. De même, autrefois, entre la Grande-Bretagne et les Indes, l'écart était considérable et, aujourd'hui, il est plus faible.

Pourquoi ? *Du côté de la production*, nous voyons d'abord que plus le développement industriel s'affirme, plus les frais d'entretien d'une économie nationale sont lourds. On pourrait suggérer la reprise des travaux anglo-saxons sur le "capital output ratio" et, en les combinant, avec le principe d'accélération, grâce auquel la théorie des fluctuations vient de faire des progrès récents; plus le détour productif s'allonge, plus les charges d'entretien d'une économie sont lourdes, donc plus un pourcentage important de la production courante doit aller au maintien du capital. Ce maintien c'est aux Etats-Unis 20 % du revenu national, et c'est seulement 10 % en Italie. Et il est certain que plus les productions intermédiaires se développent dans un appareil économique, plus l'écart entre le produit final disponible et le produit total sera grand.

Or, il y a plus encore peut-être, nous l'avons vu à propos de l'alimentation : le produit final qui s'améliore en qualité (la consommation de viande remplaçant les céréales) et en se diversifiant demande encore plus de capital, plus de travail et plus de terre. Et donc, par le jeu combiné des évolutions de la production et de la consommation, nous voyons les économies riches se maintenir, tandis que celles qui sont encore au début de leur effort obtiennent des résultats plus spectaculaires dans l'amélioration de leur niveau de vie.

On pourrait objecter à cette théorie que ce qui compte c'est la comparaison des vitesses de développement entre deux économies. Si l'une est stationnaire, et l'autre en expansion, l'inégalité s'accroît, tandis que si toutes sont en expansion l'inégalité croîtra ou décroîtra selon que le pays le plus avancé se développera plus vite ou non que le second.

L'essai que je viens de tenter a justement pour but de montrer que si deux pays, inégalement placés dans la course, commencent un effort, c'est le plus mal placé qui a des chances d'obtenir le plus vite des résultats tangibles dans le domaine du niveau de vie, mais ceci toutefois à condition qu'il ait démarré.

La thèse pessimiste insiste souvent sur le fait que, dans les pays les plus pauvres, il est pratiquement impossible à l'immense majorité de la population d'épargner, c'est-à-dire de fournir des capitaux à l'appareil productif. Mais sait-on qu'aux Etats-Unis, on estime seulement à 25 % de la population le groupe des personnes ayant une épargne positive. C'est le même pourcentage qu'on cite communément pour l'Inde ou pour l'Egypte. Il n'y a pas entre les

cas les plus extrêmes de différence de nature, mais seulement une différence de degré.

Je voudrais d'ailleurs maintenant, grâce à des derniers exemples, mieux situer la thèse optimiste que je défends: s'il me semble que l'*égalité des niveaux de vie* est l'hypothèse la plus plausible, il me semble, au contraire que les inégalités dans la *puissance économique* continueront à croître, au moins pendant un certain temps.

On confond souvent bien-être et puissance: la Suisse et la Nouvelle Zélande cependant montrent deux cas de pays en tête de la course au bien-être, bien que leur "puissance économique" soit très faible et que leur poids à l'échelle mondiale soit négligeable. L'U.R.S.S., au contraire, est puissante par sa masse, alors que son niveau de vie est relativement bas.

Mais cette distinction fondamentale, nous pouvons l'étayer sur un certain nombre de calculs. Il faut reprendre l'exemple de la France et des Etats-Unis. Il faut reprendre la comparaison entre un objectif facile: le bien-être, et un objectif difficile: la puissance. Voici, par exemple, le raisonnement développé par un de mes compatriotes: M. LAURE.

Pour le revenu national par tête, le rapport France/Etats-Unis est de 1 à 4 disent certains et de 1 à 2 disent d'autres (Voir ci-dessus le rapport de MILTON GILBERT).

Le rapport de la population est de 1 à 4.

Si nous tenons compte des revenus globaux (revenu X population) nous voyons l'écart global de cette richesse produite chaque année dans le rapport de 1 à 8 et, disent certains, c'est de 1 à 16; allons plus loin: plus le revenu est bas dans un pays, moins on peut en distraire une partie pour les dépenses exceptionnelles, il faut tout consacrer aux besoins courants. Plus il est grand, au contraire, plus l'épargne et les dépenses exceptionnelles sont grandes, et c'est pourquoi avec un rapport revenus globaux France/Etats-Unis de 1 à 12 (prenons la moyenne des estimations), nous arrivons à un rapport de 1 à 16 ou de 1 à 20 pour les dépenses non courantes de la population.

Même raisonnement maintenant pour les dépenses publiques: les impôts: nous remarquons que plus le revenu est élevé, plus la capacité fiscale est grande, et alors le rapport France/Etats-Unis est ici de 1 à 20. Mais si les impôts rentrent mal, ce rapport est encore modifié.

Et c'est pourquoi lorsqu'on fait le calcul après couverture des dépenses courantes, ce qui reste pour les charges exceptionnelles comme pour l'effort militaire, la recherche atomique, le rapport entre les deux pays est de l'ordre de 1 à 50.

Eh bien, le plan français qui est actuellement en chantier pourra permettre sans doute de doubler le niveau de vie des Français en dix ans et si, pendant cette période, le niveau de vie des Américains n'a que peu changé, les deux niveaux de vie seront presque comparables, alors que la "puissance" restera très différente.

Dans un monde qui a changé de dimensions, les pays qui ne sont pas en tête peuvent à la fois connaître un déclin dans leur puissance, et un progrès dans leur niveau de vie. C'est, je crois, une maxime utile à rappeler à tous ceux qui mettent en oeuvre de larges programmes d'expansion. Et ceci me rappelle le rapport fait par le Rapporteur du Budget des Etats-Unis devant le Congrès Américain défendant la fabrication d'une pièce (le viseur) d'un bombardier: le plus vieux modèle pesait 10 kilogs (1930) et coûtait quelques milliers de francs, le deuxième (1940) pesait 200 kilogs et coûtait plusieurs millions de francs, alors que le troisième, celui de 1945, pesait plus d'une tonne et coûtait plusieurs milliards.

Cette progression géométrique est valable dans le domaine militaire aussi bien que dans celui de la recherche atomique et que dans bien d'autres. Seuls des objectifs sages sont payants. Si l'étude d'ensemble des inégalités conduit déjà à des conclusions utiles pour le Plan, l'analyse plus détaillée des différents types d'inégalités (à faire maintenant) peut, elle aussi, révéler des aspects nouveaux. *Comment classer les régions qui souffrent de ces inégalités ?*

Si vous le permettez, très rapidement, je voudrais tracer trois types de régions souffrant d'inégalités ou de différences graves.

Il y a, je crois, un premier type qui concerne les *régions vieilles*, celles dans lesquelles, on constate du chômage chronique, un recul régulier de la production; ce sont des régions à forte densité de la population, et des régions avec beaucoup d'outillage. Mais ce sont des centres qui sont affectés par des crises de longue durée qui affectent un bien ou un service, c'est le cas en France de St-Etienne, dont la métallurgie est en glissement permanent vers l'Est, le Nord; c'est le cas d'Alès, dont le bassin charbonnier recule au profit des bassins plus rentables de l'Est. Ce phénomène a été longtemps masqué dans la plupart de nos pays européens par des politiques plus ou moins malthusiennes, des subventions avec freinage des autres activités, par exemple. En Italie, la Sicile nous montre encore un autre exemple d'un vieillissement, c'est-à-dire du maintien des activités non renouvelées, d'une autre période, d'un autre âge.

Et pour la Sicile, la dégradation s'est établie à la suite des effets d'un protectionnisme qui a disparu il y a quelques décades entraînant l'asphyxie totale lors de la création de l'unité italienne.

Le 2ème type à côté de ces régions vieilles, me paraît être la *région dépeuplée* que l'on trouve en France au Sud du Massif Central, bien souvent en Espagne, dans le Centre de l'Allemagne et dans tous les pays où l'attraction urbaine et le développement des zones industrielles a vidé le reste du pays. Le processus de décomposition est lent: les cultures d'intensives deviennent extensives; l'artisanat s'éparpille. Mais, au début, les réductions locales d'activité laissent en général les services publics et commerciaux; leur disparition est complète plus tard dans certaines agglomérations et dans certains centres. C'est ce que nous avons connu dans les Alpes françaises au début du siècle; leur renaissance récente, à la suite de mesures diverses est tout à fait nouvelle.

Le 3ème type de région, ce sont les *régions sensibles* à la fluctuation économique générale. Elles n'ont pas de caractéristiques propres quant à la population ou à l'équipement (qui est souvent moderne), mais la production est centrée sur une activité essentielle, ce qui la rend vulnérable. La ville d'Angers a, par exemple, souffert de la prépondérance de l'ameublement. Mieux encore, le département de l'Hérault, avec sa mono-production de *vin* est plus sensible encore. Selon la récolte de raisin, ce département français se classe parmi les plus riches ou descend parmi les médiocres. A l'échelle nationale, les mono-productions jouent un rôle analogue: étain en Bolivie, caoutchouc en Indonésie, coton en Egypte.

Mais, entre les nations, reprenons l'ensemble de nos catégories. Là encore on peut retrouver des pays vieillis, des pays sous-peuplés et des pays sensibles. Il arrive même qu'une nation arrive à combiner différents caractères.

Et voici, à titre d'exemple, quelques distinctions possibles:

D'un côté sous-peuplement et, de l'autre, surpeuplement. Et là deux groupes: d'un côté ceux qui ont déjà réalisé leur progrès: l'Australie, le Canada, le Japon et l'Allemagne et, de l'autre, ceux qui doivent le faire grâce à leurs richesses non encore suffisamment exploitées. L'Indonésie avec le caoutchouc et l'étain, l'Egypte avec le coton et la plupart des pays dont les minerais sont ensuite transformés dans d'autres parties du monde. Mais entre les pays, — il faut encore maintenant compliquer l'analyse — car des différences de sensibilité vont se combiner avec des différences de peuplement. Les autres critères d'analyse visent l'état du capital, abondant ou rare, et, dans ce dernier cas, vieilli ou insuffisant.

Je crois que dans le Moyen-Orient, des plans de développement tout à fait différents doivent être appliqués à des pays comme l'Egypte ou l'Irak, de même que des plans différents sont à appliquer à l'Amérique latine sous-peuplée ou à l'Inde surpeuplée.

Suivant le sous-peuplement ou le surpeuplement, la sensibilité à la mono-production, et suivant que le capital est vieilli ou insuffisant, suivant que ces critères se combinent, les pays se partagent en quatre ou cinq groupes. Ils semblent être à des stades différents d'un même mouvement, comme c'est le cas pour l'Espagne, le Mexique et l'Egypte. Et l'évolution se fera ensuite différemment selon que le progrès se fera par l'homme ou par le capital.

Toute activité économique est liée à une *combinaison de facteurs* qui changent à chaque niveau technique, combinaison optimale laissant par rapport à ce qui existe un surplus ou un déficit. Si les conditions techniques changent, le surpeuplement devient sous-peuplement et vice versa. Si bien que nous ne pouvons pas porter de jugement absolu sur le surpeuplement ou le sous-peuplement, car ce sont des doses différentes d'humains qui doivent être appliquées à des doses différentes de machines.

Les économistes classiques avaient l'obsession du stationnaire, c'est ce qui a dominé la plupart de leurs schémas. Les modernes, c'est-à-dire surtout depuis 1930 ont l'obsession de la croissance de l'économie. Et selon les travaux du suédois le Professeur Högblom on a tiré en 15 ans de la terre plus de matériaux qu'au cours de toute l'histoire de l'humanité. Si au XIX^{ème} Siècle cette croissance avait continué au rythme, célébré en termes lyriques, nous aurions aujourd'hui quatre fois plus de charbon, trois fois plus de textiles et deux fois plus d'acier.

Mais contre ce mythe de la croissance perpétuelle, rappelons-nous que toute activité économique est une combinaison de facteurs pouvant suivre des courbes différentes.

La courbe typique du développement est une courbe logistique avec démarrage très lent, progression rapide, et ralentissement final. Et, sur cette courbe, nous voyons très bien que l'âge d'un pays dépend de l'âge de ces facteurs. De plus, il peut y avoir des renouveaux, des renaissances, des rajeunissements en cas de changement dans la structure des facteurs économiques qui se combinent.

Et la maturité, c'est seulement à mon avis, la fin d'une courbe logistique. Eh bien, cette courbe de développement je voudrais vous dire qu'elle se retrouve aussi bien dans les phénomènes démographiques, que dans les phénomènes de production. Vous connaissez tous cette courbe qu'on voit à peu près partout sur les prospectus accompagnant les boîtes de farine lactée pour les enfants et qui doivent permettre aux mamans de surveiller au fur et à mesure la croissance des bûbes de semaine en semaine et de mois en mois. Eh bien, cette courbe logistique, c'est une courbe en "S" qu'on retrouve dans la croissance des animaux, dans le développement des végétaux, dans le développe-

ment d'une colonie microbienne — qui se fait dans un bouillon de culture. Et nos civilisations semblent suivre une courbe à des rythmes analogues; pour la France, on observe nettement la courbe en "S" pour la population entre l'an 1700 et l'an 2000.

Et si de la population nous passons au produit, nous trouvons cette même courbe typique, avec des cycles de hausse et de baisse. La courbe logistique du charbon est finie, en dépit des apparences, la production est stationnaire depuis 1914; par contre, la radio, l'électricité, l'aluminium sont des industries jeunes, dans leur phase ascensionnelle, et il n'est pas impossible de prévoir les niveaux de saturation.

Ainsi donc voilà une première présentation des inégalités économiques entre groupes, entre régions et nations.

Chacune de ces unités dont la politique doit réaliser le développement a une structure à elle, une population, des richesses matérielles, un degré d'autonomie et d'organisation.

Les inégalités entre elles viennent à la fois de la *date* à laquelle elles ont commencé leur croissance, les plus vieilles déclinent et doivent se renouveler, les plus jeunes n'ont pas encore la force suffisante pour avancer seules et rapidement et de leur *vitalité*. Certains facteurs affectent cette croissance, l'accélèrent ou la ralentissent selon l'environnement général où ils jouent.

Mais ces inégalités sont moins fortes qu'on ne le croit d'après l'observation statistique courante et elles ne sont pas éternelles. La vie fait monter les uns et reculer les autres, mais comme en botanique ou en médecine, des soins continus et un bon terrain réalisent une certaine égalisation des chances pour tous. Et l'*amélioration du bien-être* est pour tous un objectif accessible tandis que la recherche de la puissance paraît chimérique.

Qu'il s'agisse de régions, c'est-à-dire d'organes d'un corps vivant ou des nations, c'est-à-dire d'organismes complets, autonomes, la croissance se fait selon certaines normes et nous retrouverons encore cette sorte de biologie économique en examinant mercredi la nature, les objectifs et les moyens des programmes de développement. Et je voudrais donner en terminant une note optimiste, je tiens à dire que la vie des sociétés ou de ces unités économiques collectives présente encore une caractéristique que n'ont pas les vies humaines — ou animales de la biologie: elles peuvent, par des mutations brusques que nous avons étudiées en d'autres lieux, effectuer des rajeunissements rapides et profonds. Mais même si sur ce dernier point, vous ne partagez pas ma conviction, nous pouvons conclure ensemble sur cette idée: l'homme n'a rien à gagner à traiter les sociétés dans lesquelles il vit comme une mécanique dont il serait le robot et l'esclave.

DEUXIÈME CONFERENCE (1)

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE REGIONAL ET DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE NATIONAL

Lundi, nous avons fait un premier tour du monde, à la recherche des inégalités entre les régions et les nations.

Aujourd'hui, je voudrais vous inviter à en faire un second, pour étudier les programmes de développement, dont le but est justement d'effacer ces inégalités.

Ce que nous avons vu est suffisant, je crois, pour nous persuader qu'il n'y a pas de programme standard, de programme tout fait, valable pour tous les temps et pour tous les pays: les régions vieilles, les régions dépeuplées, les régions sensibles aux chocs extérieurs — à cause de leur monoproduction — appellent chacune des remèdes très différents.

Mais prenons un peu d'altitude et considérons la planète dans son ensemble. Comme nous l'avons vu, trois groupes de pays se distinguent nettement, et la coupure entre eux est profonde: d'abord le groupe le plus riche, le groupe le mieux équipé (soit 1/5 de l'humanité), ensuite le groupe intermédiaire, moyennement développé, qui n'a pas encore la moitié des moyens et du bien-être du premier, et enfin derrière lui, loin derrière lui, l'énorme groupe qui comporte deux tiers de l'humanité et qui est encore à la limite de la pauvreté.

En fait, le premier groupe n'a pas de plan de développement, mais il a plutôt une politique économique qui facilite une expansion naturelle et qui a pour but d'éliminer les difficultés passagères et les difficultés accidentelles. C'est en lui que vivent les nations pour lesquelles on parle parfois de "maturité". Si leur effort se ralentit et si elles sont dépassées par des nations plus dynamiques elles deviendront les sous-développées des siècles à venir. Le deuxième groupe, attardé en grande partie par le poids excessif de ses régions sous-développées, a des plans régionaux, et c'est surtout le troisième groupe, celui qui commence à réaliser des plans nationaux de façon systématique et globale, qui nous intéresse ici et que nous aurons à comparer au deuxième groupe dans son effort partiel.

(1) Prononcée le Mercredi 7 Décembre 1955 à la Section Economique de la Société d'Economie Politique, de Statistique et de Législation d'Egypte.

Mais l'importance du revenu national par tête, classement qui va de 1500 dollars par habitant dans les pays les plus riches à 100 dollars seulement dans les pays plus défavorisés n'est pas, je crois, le seul critère possible que nous ayons à retenir du retard qu'il faut combler. Et nous avons vu d'ailleurs, lundi, d'abord, que la plupart des travaux statistiques exagèrent les disparités, ensuite que le décalage, bien que grand, est un décalage qui n'est pas inéluctable; je pense que l'ampleur de l'effort à entreprendre ne doit pas faire reculer les candidats au développement, car ce serait vraiment un sinistre paradoxe, si l'intérêt porté aux zones que l'on dit sous-développées, se traduisait, dans les pays intéressés, par une aggravation des craintes et par une généralisation du désespoir.

L'action au contraire doit être supportée par l'enthousiasme. C'est non seulement la mobilisation du travail et du capital qui est nécessaire pour élever rapidement le standard de vie d'un pays, non seulement la mobilisation des bras et celle des intelligences, mais aussi, je crois, celle des volontés et celle de la foi dans le succès.

Sans un climat psychologique affermi, passionné, enthousiaste, le développement risque de ne pas se faire et l'économie restera stationnaire. Déjà, avec sa théorie de l'innovation, Schumpeter pressentait cette économie stationnaire et il nous la décrivait comme un état de léthargie, sans entrepreneurs, c'est-à-dire sans goût du risque, sans chercheurs, c'est-à-dire sans découvertes, sans foi dans l'avenir, c'est-à-dire sans effort d'équipement.

Et le drame de l'Allemagne, de l'Italie entre les deux guerres a été justement le gaspillage à des fins éloignées du bien-être, gaspillage de ce tonus psychique de deux peuples qui risquent, aujourd'hui, par contre-coup, le scepticisme et l'atonie.

Et sans cette force intérieure des nations, le développement ne peut se faire que par la contrainte, il n'y a pas d'autre choix, par l'action d'une volonté centrale impitoyable, par l'action d'une volonté dont l'efficacité est souvent moindre que celle de l'enthousiasme: pays de l'Est, très souvent, les pays de l'Ouest, parfois, ont fait de troublantes expériences dans ce domaine de la contrainte.

Ma conclusion ici est que le tonus psychique d'un peuple est le bien le plus précieux, et que "les plans de développement" que l'on exprime par des totalisations matérielles d'usines, de tonnage produit, de rendement, ne doivent pas le sous-estimer.

Et à mon avis, la combinaison de cette force intérieure des peuples et d'un certain équipement matériel, paraît même être représentative des différents degrés de développement. Et voici un exemple qui n'est pas un paradoxe:

Le degré de développement, pourrait-on dire, se mesure d'après la façon dont une économie supporte une catastrophe: cataclysme naturel, tremblement de terre, inondation ou même destruction due à la guerre.

Les pays développés, ceux qui sont vraiment développés, et non pas ceux qui sont seulement matériellement développés, trouvent dans ces catastrophes une sorte de stimulant à leurs fonctions de défense, à leur fonction de conservation, et rapidement ils effacent les conséquences de la catastrophe. Bien plus, sur leur lancée, ils progressent au delà. *La France*, en moins de 5 ans, a effectué sa reconstruction d'après-guerre, y a consacré des sommes représentant plusieurs années de son revenu national, elle a refait son équipement et en 5 ans, a porté sa production à un niveau supérieur à celui d'avant-guerre. Et, stimulée par cet effort, elle a continué ce mouvement et en 10 ans, elle a obtenu des rythmes de croissance qu'elle n'avait même pas connus lors de son expansion du XIX^{ème} siècle.

La Hollande, submergée il y a deux ans par la rupture des digues, s'est remise à l'ouvrage, et l'organisme tout entier, vivifié par le danger, a profité du drame pour se consolider.

L'Allemagne, au lendemain de cette guerre, au lendemain de sa défaite, a vu affluer dans sa partie Ouest 12 millions de réfugiés fuyant l'Est. Aucun plan ne paraissait capable d'éviter un chômage intensif, et pourtant, stimulée par les demandes supplémentaires de cette population dépourvue de tout, l'Allemagne de l'Ouest a connu une expansion sans précédent de son industrie, réussissant à intégrer toute la main d'oeuvre nouvellement arrivée.

Et *la Grèce*, au contraire, pays déjà affaibli par les guerres et les privations et qui a subi, des catastrophes nouvelles, inondations et effroyables tremblements de terre, n'a pu trouver dans ces épreuves, l'occasion d'un renouveau. Au contraire même, c'est l'aspect d'aggravation des charges publiques et privées et la recrudescence de la misère qui a installé l'économie nationale à une palier inférieur, et ceci malgré une croissance non négligeable de la plupart de ses productions depuis 3 ou 4 ans.

Ainsi, j'en arriverai à vous proposer cette distinction du "développé" d'un côté et du "sous-développé" selon que les cataclysmes, les chocs accidentels, de nature très diverse, stimulent l'économie et la poussent au progrès ou au contraire l'affaiblissent et aggravent son état.

Nous avons déjà vu, lundi dernier, l'incertitude sur le sens de l'action de la plupart des phénomènes économiques, un même phénomène peut aussi bien avoir des effets favorables ou des effets défavorables sur l'économie générale. Contrairement à l'opinion publique, le phénomène économique est un phénomène réversible. Et parce que dix millions de réfugiés

en Allemagne ont été une circonstance favorable, l'opinion mondiale, par comparaison à l'Allemagne, n'a pas vu clairement combien un million de réfugiés, dans les pays arabes, amenait des perturbations à leur système économique. Faute d'une connaissance suffisante de leur niveau de développement, on n'a pas vu dans le monde que la pression de ces réfugiés risquait d'aggraver les conditions économiques générales. A un autre degré de développement du Moyen Orient, le problème eut été probablement tout autre.

Mais si l'économie forte absorbe l'obstacle et même en profite alors que les autres s'y brisent, nous avons vu aussi que l'économie forte est plus homogène, et lundi, je définissais l'échelle du progrès, par le degré d'égénéralisation entre les parties composantes de cette économie, égalisation du revenu national par classes sociales — égalisation par groupes professionnels et égalisation du revenu par régions.

Et l'éventail des revenus, par exemple, est trois ou quatre fois plus fermé aux U.S.A. qu'au Portugal ou en Espagne. De même l'éventail entre les régions américaines est infiniment plus fermé que l'éventail entre les régions italiennes. Donc certains pays, pour progresser ont avantage à faire revenir vers eux leur arrière garde: la Corse ou la Lozère pour la France, la Sicile pour l'Italie; ils ont avantage à faire progresser cette arrière garde plutôt que de faire un nouveau bond d'ensemble avec un dispositif totalement dispersé: si les régions les plus pauvres remontent jusqu'au niveau de la moyenne de l'économie nationale, du même coup, c'est cette moyenne qui se déplace vers le haut; le progrès global et un ensemble plus homogène de l'économie nationale vont de pair.

Voilà pourquoi, si vous le voulez, nous commencerons notre analyse d'aujourd'hui par les politiques régionales dont l'effet est plus important qu'on ne le croit généralement. Et chacun des exemples envisagés peut, sous un angle ou sous un autre, apporter une contribution à la construction d'un plan national, comme celui de l'Egypte par exemple.

Sans cesse, une nation aménage la surface sur laquelle elle vit, et cette nation modifie son implantation sur cette surface. Au XIX^{ème} siècle, la France a glissé du Sud vers le Nord, l'Allemagne vers la Ruhr, et ceci sans plan préconçu. Les Etats-Unis, eux-mêmes, ont vécu de larges mouvements et transformé complètement leur paysage. Rappelons-nous la période de cette conquête pacifique de l'Est, la découverte de la Californie, la ruée vers les territoires libres de l'Amérique. La côte Atlantique porte encore les marques de cette époque. Le voyageur européen est aujourd'hui encore surpris par des choses bizarres, des phénomènes qu'il a du mal à expliquer. Les arbres ont tous le même âge. Pourquoi ? La forêt américaine a poussé d'un seul coup quand l'homme a déserté en masse une région. Et sous la mousse, le promeneur

trouvera parfois le seuil d'une maison disparue, éclairé par un hortensia, et plus loin une plaque d'égoût. Toutes les superstructures de bois ont disparu. Des villes entières, des villages, ceux des premiers colons sont morts, lors du grand exode et du grand appel des richesses de l'Ouest.

La deuxième guerre mondiale a engendré une seconde vague d'industrialisation et de développement de la Californie, consciente, voulue cette fois. Et ce mouvement a été facilité par la mobilité de la main d'oeuvre, l'attrait des hauts salaires, la crainte du chômage, qui est un complexe typiquement anglo-saxon, le programme des répartitions des industries de guerre et la souplesse de la mobilisation des armées et usines et de la répartition de l'homme parmi elles. Le développement de la Californie s'est fait à des rythmes absolument inconnus.

Et l'Egypte ?

L'Egypte connaîtra, à une date moins éloignée qu'on ne le croit peut-être, sa Californie et le grand exode vers les terres nouvelles, le jour où grâce à l'énergie atomique et à l'énergie solaire, la côte Mer rouge, par exemple, deviendra une nouvelle vallée du Nil, grâce à la transformation de l'eau de mer en eau douce et grâce à l'irrigation que ces nouvelles sources d'énergie pourront sans doute permettre.

Mais revenons à des problèmes plus immédiats :

La Hollande peut être le pays qui fournit le plus d'analogie avec l'Egypte, la poussée démographique est très forte, d'où la nécessité de créer des emplois nouveaux pour une population croissante, au rythme d'une nouvelle ville de 50,000 habitants, chaque année.

Et d'autre part, la conquête du sol se fait jour après jour (là-bas, elle se fait sur la mer, ici sur le désert), là-bas des grandes digues et les stations de pompage pour l'évacuation des eaux, ici les grands barrages et les stations de pompage pour l'irrigation. Le plan hollandais s'exprime en millions d'hectares de polders récupérés sur la mer du Nord, comme ici votre plan s'exprime en milliers de feddans, récupérés sur le désert. Une digue de 30 Kms. ferme le Zuiderzée, à l'abri de cette digue, on a aménagé des polders, des villages nouveaux ont été créés d'un seul bloc avec des activités différenciées, agriculteurs, coopératives, commerçants; et pour demain, un programme plus ambitieux encore consistera à entourer les îles ceinturant le continent d'une immense muraille, permettant d'assécher les bras de mer entre les îles et la cote. Mais cette expansion hollandaise rurale ne fait pas oublier la nécessité d'un développement industriel. Les sources d'énergie sont recherchés avec les techniques les plus modernes, le charbon dans le Sud, le pétrole dans la Frise, et les activités de transformation sont choisies en fonction de ce que nous

appelions Lundi "leur âge". La mécanique, la radio, l'électronique, la chimie viennent relayer les industries traditionnelles dont la marge d'essor est très faible comme le textile, le bois ou même les constructions navales.

Un immense effort immobilier commencé avec la reconstruction d'après-guerre, permet aujourd'hui un développement harmonieux, éclairé par les travaux des urbanistes de cités nouvelles. Là-bas on ne juxtapose pas des maisons, on fait des villes et le tout est surmonté du "Central Plaan Bureau", dirigé pendant dix ans par l'économiste génial, le professeur Tinbergen.

Ainsi de deux faiblesses fondamentales dramatiques; l'excès de population et l'insuffisance de la terre, la Hollande a su faire le moteur de son expansion. Et sa tranquille croissance — trop peu connue à l'étranger — contraste au sein même du Bénélux avec l'inquiétude de la Belgique, dont la population est stationnaire, dont certains centres urbains sont vieilliss, dont la sensibilité aux crises mondiales est plus grande. Dans la communauté, ce sont les Belges qui sont le plus vivement protectionnistes.

Mais partons encore un peu plus loin, vers le Nord.

La Norvège nous offre une autre expérience, comparable à celle de l'Egypte. En effet, son territoire est tout en longueur; des chaînes de montagnes coupent les différentes vallées habitables, mais la mer avec son cabotage assure les mêmes possibilités de liaison que le Nil sur plusieurs milliers de kilomètres de ce territoire cotier sans profondeur.

Un grand effort a été tenté récemment pour équiper le *grand Nord* où vivent plus de 400.000 personnes de la pêche, de la navigation côtière de quelques activités secondaires. Le plan d'aménagement porte sur l'amélioration de l'équipement énergétique, de l'équipement social (l'énergie hydraulique là-bas est quasi-inépuisable) et de vieux projets internationaux avaient même envisagé l'exportation par câble sous-marin des quantités d'énergie non consommées sur place, vers l'Europe.

Mais, déjà, une aciérie, entièrement financée par l'Etat, qui a commencé à fonctionner et qui assure en même temps la prospection des minerais.

Et pour le reste, le plan a pour but d'attirer les industries privées et de stimuler toutes les initiatives individuelles, ceci grâce à des fonds de développement de 32 millions de dollars, par prêts ou garanties d'emprunts, outre les avantages fiscaux et les facilités de remboursement qui ont permis le reste et de notables réalisations dans les transports maritimes, les industries et la modernisation de la pêche qui ont fait de cette région, sinon un paradis, à cause de son climat, tout au moins une région où le bien-être est comparable à celui des autres régions de la Norvège.

Ces problèmes du Grand Nord ne sont-ils pas comparables à ceux du Grand Sud Egyptien ? Toute l'activité risquant de se concentrer ici dans le Delta, autour du Caire, et là-bas dans la région d'Oslo et de Bergen.

Et la Suède nous offre avec son nouveau centre sidérurgique de Luléa un exemple analogue; implantation fort étudiée avec plan de transport, les wagons et bateaux montant du charbon vers le Nord et revenant avec du minerai traité dans le reste du pays. Et à la lumière de cette expérience, Héliouan ne devra-t-il pas être un jour équipé par une seconde unité sidérurgique, située plus au Sud ? Même si le calcul de location optima près du Caire est fondé sur des coûts minima du transport, coût du minerai d'Assouan, coût du charbon venant d'Alexandrie. N'y aura-t-il pas demain un autre calcul économique à faire ? Mais n'insistons pas trop sur ces prévisions à long terme, suggérées par un exemple aussi lointain. Revenons à des préoccupations plus simples et à des méthodes plus empiriques.

Le cas de la Grande Bretagne, si nous passons de la Scandinavie à l'Ouest de l'Europe, nous en fournit la meilleure occasion. L'empirisme anglais, bien connu, ne s'est pas embarrassé de théories compliquées et de vastes considérations, mais problème après problème, on a réussi des choses fort intéressantes.

Comme nous l'avons vu lundi, les régions sous-développées anglaises sont des régions de fort peuplement où les industries ont vieilli, l'évolution moderne condamne à la stagnation, et au recul des zones qui sont peuplées uniquement de ces activités qui ont fini leur croissance. Et ma théorie biologique semble pouvoir expliquer les phénomènes de vieillesse, pour ne pas dire de sénilité, qui se constatent dans les villes, dominées intégralement par le textile, le charbon, et le chemin de fer. Un chômage chronique sévit, l'outillage ne peut plus se moderniser, les coûts globaux de la nation s'aggravent.

Avant la guerre, les Anglais, qui appelaient ces régions des "depressed areas", favorisaient surtout les mouvements de population vers les régions les plus riches. Il paraissait en effet beaucoup plus simple de déplacer les hommes que de changer l'implantation des usines. Depuis la guerre, au contraire, ces régions s'appellent "development areas", ce qui n'est pas dû seulement à une sorte de pudeur à l'égard de la dépression, ou au souci de ne pas être péjoratif, mais qui correspond, je crois, à un changement de politique.

Il s'agit désormais de ranimer l'activité dans ces zones. Comment ? En attirant l'industrie par les conditions avantageuses. Lesquelles ? On verra celles qui se présenteront. Le "Board of Trade" dispose de pouvoirs qui lui permettent de refuser ou d'accepter les propositions d'usines nouvelles, ou

d'agrandissement des usines anciennes. Son but est d'obtenir une répartition équilibrée des industries sur tout le territoire. Si l'implantation choisie par un industriel n'est pas "conforme à une bonne répartition de l'industrie", le "Board of Trade" refuse. Voilà pour le côté négatif; quant au côté positif, il consiste en aide financière, dégrèvements fiscaux, aménagement de nouveaux tarifs de transport au profit de ces "development areas".

On a construit 14 villes nouvelles en Angleterre, de 10 à 80000 habitants en quelques années, avec l'aide de ces sociétés d'aménagement créées par l'Etat. Bien plus, à l'avance, le Gouvernement a construit dans ces régions des groupes de bâtiments industriels partout où il existait du chômage. Et ces bâtiments industriels préparés à l'avance, il les loue à bas prix à qui veut les occuper et s'y installer. On débite par tranches de 1, 2, 10 ateliers, ces unités pré-fabriquées qui sont déjà alimentées en énergie et reliées aux réseaux de transport. On a cherché à utiliser des invalides ici, des aveugles là, etc... Le résultat, je vous le donnerai : 30 % de l'investissement britannique d'après-guerre a été réalisé dans ces zones où ne vit que 20 % de la population et depuis la fin de la guerre, le chômage est en forte régression, dans ces zones : il est tombé à environ 2 % de la population.

L'exemple français, auquel je voudrais revenir maintenant, est plus diversifié et nous en tirerons quelques illustrations. Le *renouveau des Alpes* expliquera la méthode valable pour une zone qui s'était dépeuplée, et qui n'exerçait plus ses activités traditionnelles. Avec la production d'énergie électrique d'origine hydraulique, est apparue une nouvelle vague d'industrialisation et ce sont des industries jeunes : l'aluminium, la sidérurgie au four électrique, donc avec elle tous les alliages spéciaux, donc après elle la mécanique de précision, enfin la chimie, les laboratoires, les services de recherche, les souffleries et des bassins d'essais pour l'aviation et la marine, etc; et la renaissance de la capitale des Alpes-Grenoble s'est faite avec une stimulation commerciale et une vitalité universitaire telles que l'on réexamine la possibilité de relever l'agriculture alpine grâce à des techniques nouvelles et grâce au progrès du niveau de vie. Et voilà peut-être un des rares exemples de développement où l'expansion industrielle précède celle de l'agriculture.

Autres exemples : les *grands barrages*, ceux du Rhône et du Rhin, les stations électriques d'Ottmarsheim, Génissiat. Donzère seul a suscité des travaux de terrassement aussi considérables que ceux du terrassement du Canal de Suez.

Le projet du Rhône-Languedoc est de faire couler le Rhône jusqu'aux Pyrénées, pour irriguer de vastes plaines, de faire remonter la vigne sur les côtes qu'elle n'aurait jamais dû quitter, de développer les cultures industrielles de faire pousser le maïs, d'améliorer l'élevage, d'exporter de la viande dans

les pays voisins. La théorie classique n'envisageait guère les inégalités dans les conditions naturelles que sous l'optique du rendement décroissant. Au XX^{ème}. siècle ce sont les mêmes inégalités qui ont stimulé l'intervention de l'homme: par une modification radicale du paysage et des conditions géographiques — et même climatiques — on tend à égaliser les chances des différentes régions et à leur permettre un développement plus égal.

En France, encore demain sur la *Durance*, le plus grand barrage en terre d'Europe, permettra grâce à une population fixée, la reprise de cultures de hautes valeur, l'implantation de nouvelles industries; le tunnel de Marseille ouvrira un "Hinterland" aux ports de la Méditerranée, qu'ils n'avaient probablement pas jusqu'ici.

Le plan de développement du Sud-Ouest avec le pétrole des Landes et du Béarn, appelle le développement de la pétrochimie dans la ville de Bordeaux et des matières plastiques, des matériels électriques à Toulouse, tout ceci fera du Sud-Est de la France, un nouveau centre de développement, un nouveau centre aussi riche que le Nord ou l'Est.

Quelques autres exemples utiles encore, à l'Ouest, pays essentiellement agricole et textile, on cherche actuellement à développer à la fois l'énergie et l'industrie de transformation. Dans un proche futur, le *Mont St. Michel* produira l'énergie des marées, et même les richesses d'uranium de cette partie de la France seront exploitées.

Dans cette région, on trouve encore un exemple suggestif: celui des petites usines mécaniques en plein paysage agricole, ce qui prouve la possibilité de l'implantation en pays agricole d'activités considérées jusqu'ici comme urbaines. En Vendée, une usine employant 150 ouvriers, complètement isolée, ne produit qu'une seule pièce la "couronne de démarreur", pièce unique et fournit aux 4 ou 5 plus grandes marques de France, Citroën, Renault.

Ainsi, ce n'est pas seulement une amélioration de l'industrie alimentaire, mais la création de petites industries d'unités mécaniques, matériel électrique, industries de biens durables. Cette évolution nous place devant un processus nouveau: celui de la production dans les petites usines de pièces qui seront ensuite assemblées dans les grands ateliers de montage urbains.

Cette constatation m'amène à une nouvelle conclusion fondamentale pour le plan national de développement.

Un plan national ne doit pas être l'addition d'activités multiples à créer, à installer n'importe où. Un plan national ne doit pas être un plan de développement de la capitale ou de quelques centres urbains. Il existe seulement, ce plan national, si c'est un plan de développement harmonieux de l'ensemble du

territoire. En un sens, le plan national, c'est donc une somme de plans régionaux qui sont intégrés, qui sont coordonnés.

Et c'est en effet une surface entière qu'il s'agit de peupler, qu'il s'agit de vitaliser. C'est un organisme complet qu'il faut bâtir et qu'il faut faire vivre.

Et c'est ici qu'apparaît la grande distinction entre le plan national et le plan régional. La région, pour moi, c'est un organe, c'est une partie d'un tout, et la Nation, au contraire, c'est l'organisme, le corps vivant à animer pour lequel nous devons rechercher des relations internes harmonieuses, il faut éviter les hypertrophies comme les insuffisances de tel ou tel organe. Ici l'équilibre économique apparaît comme un équilibre biologique.

Comment alors développer ce corps vivant, ce *corpus auto ome* qu'est la nation ? A quelles règles fondamentales doit encore donc obéir cette construction ?

C'est ce que je voudrais examiner maintenant ou suggérer dans la dernière partie de mon exposé.

Une croissance harmonieuse suppose résolu un certain nombre de problèmes, qui peuvent être regroupés sous quatre grandes rubriques :

- 1) Equilibre des régions d'abord, nous l'avons vu, c'est le problème de la localisation ;
- 2) Equilibre des organes, c'est à dire des activités, je veux dire, différenciation de ces activités ;
- 3) effort d'unité : l'organisme doit être complet et indépendant, (ce qui ne veut pas dire autarcique) : c'est une autonomie du mouvement, c'est une séparation de l'environnement qu'il faut réaliser — Ce qui entraîne la quatrième condition :
- 4) Pour un fonctionnement harmonieux il faut éviter les a-coups de la période de croissance, les troubles, les difficultés, les disparités pouvant entraîner le blocage de fonctions, nous citerons comme exemples-en économie collectiviste, les tracteurs soviétiques qui, aux débuts de la planification, restaient inachevés pas suite du manque de courroies ou de carburateurs — en économie capitaliste, la tarification des loyers entraînant la crise du logement — ou la spéculation sur l'or et les devises paralysant les investissements.

Reprenons d'abord le premier point : *l'équilibre inter-régional ou la localisation.*

Tout ce qui vient d'être dit, milite en faveur des projets veillant à assurer sur tout le territoire un développement analogue.

La Yougoslavie vient de nous donner un nouvel exemple: la planification nationale rencontrait de grands obstacles à cause des disparités régionales. C'est pourquoi, récemment, un effort a été fait, qui permet de rayer la Bosnie de la liste des zones arriérées — le même effort est fait aujourd'hui pour le Monténégro qui sortira bientôt de la zone sombre.

Après quoi, un nouvel effort à l'échelle nationale a de plus grandes chances de succès. La production agricole sera assurée sur des bases plus solides, et les débouchés pour l'industrie plus faciles à trouver.

L'Italie poursuit l'exemple d'un pays qui risquait d'éclater ou de se couper en deux, le sud paralysé, le sud en pleine stagnation compromettant la belle expansion du Nord. Or c'est dans le Sud du pays que la croissance démographique est la plus forte; en effet, actuellement, de 70% de la population supplémentaire apparaît chaque année au sud de Rome. Et dans cette région, seulement 14% des investissements nouveaux sont faits.

D'où la grandiose décision du Plan "Mezzogiorno", qui n'arrête pas le développement du Nord, mais a pour but de reconstruire littéralement tout le Midi. Un milliard de lires est dépensé par jour pour la construction de routes, de ponts, de ports, pour les mines, pour l'énergie, l'irrigation, la promotion agricole, la formation professionnelle, etc.

Un programme de 12 ans a été établi, les parcelles ont été amendées et livrées aux paysans, des coopératives ont été créées pour la vente des produits, les droits fiscaux ont été allégés, les droits douaniers abaissés.

Nous retrouvons ici quelques méthodes déjà vues ailleurs — mais pratiquées à plus grande échelle: baisse des coûts de transport et création d'organismes financiers, pour l'industrie.

Le tourisme n'a pas été oublié: on a construit de nouveaux hôtels, — des villages touristiques ont été aménagés.

On attaque donc sur tous les fronts à la fois et avec des moyens gigantesques, à la fois grâce à l'aide étrangère et grâce à la vitalité du Nord, c'est à dire à l'épargne de la partie la plus riche du pays.

De cet équilibre spatial relève encore la question *équilibre entre la ville et la campagne*, cette dernière assimilée longtemps à l'agriculture, Mais ceci devient faux avec la petite industrie s'établissant dans la campagne et largement répartie sur le territoire, et l'on remplace graduellement le charbon par l'électricité.

Les plans quinquennaux soviétiques illustrent par leurs changements les difficultés d'un équilibre parfait entre ville et campagne au cours de la période de croissance.

Pour favoriser le développement des villes, il faut que les conditions de vie à la campagne soient un peu plus dures, c'est la première phase de l'équipement soviétique.

Mais le paysan étant, trop lésé par rapport à l'ouvrier, la production agricole diminue et l'approvisionnement des villes n'est plus assuré, c'est la deuxième phase.

Il faut alors prendre à nouveau les différents aspects de la production et des revenus agricoles. Les études poussées sur l'économie soviétique montrent les incertitudes de la politique planificatrice. Aujourd'hui, l'amélioration sort du paysan, à la fois par changement du calcul des salaires et des paiements en nature — par changement des barèmes de livraison des produits à bas prix et à prix élevé sur les différents marchés.

Mais l'*industrialisation* aussi nécessaire qu'elle soit doit être surveillée. Il faut éviter, et c'est pourtant ce qui arrive dans certains pays du Sud Est asiatique ou d'Amérique Latine, que des noyaux de développement industriels ne se développent sans le moindre contact avec le reste du pays, resté lié à ses activités archaïques et à son bas niveau de vie. Voici quelques exemples de ce qui paraît dangereux :

Sao Paulo, au Brésil, la plus rapide croissance urbaine du monde — où l'on prétend qu'un immeuble est achevé toutes les 5 minutes — reste entouré de petites villes faisant une grande consommation de bougies; Mexico, Bombay, avec toutes leurs machines possibles, leurs gratte-ciels et leurs avions ne font pas prospérer le reste du pays. Le danger est que ces noyaux d'un modernisme outrancier ne vivent en noyaux indépendants. Aux Indes, ni Bombay, ni Calcutta n'ont encore modifié l'allure millénaire de 550000 villages, deux civilisations superposées risquent sûrement de se heurter, car le contact, la communication est difficile, sinon impossible. Et les efforts du deuxième plan les préoccupations de Mr. Nehru, sont bien plus aujourd'hui une action en profondeur, l'animation, la stimulation de tout le pays.

Et cet effort, appelle la *différenciation des fonctions*, deuxième point que je dois développer — et qui signifie la multiplication d'activités spécialisées, mais coordonnées entre elles.

Pour préciser mon point de vue, permettez-moi de faire un parallèle avec une autre discipline et de présenter un exemple emprunté à la biologie. Les médecins ont étudié la croissance *in vitro* de tissus cellulaires: les cellules simples, avec un noyau et une enveloppe, se reproduisent par bipartition. Si la condition de la nutrition est favorable, la croissance est très rapide et en quelques heures on passe du gramme au Kilog et en quelques jours on dépasserait le volume de la terre.

Il s'agit là du développement d'une masse indifférenciée — Tout autre est le développement d'un organisme complexe à cellules différenciées, cellules nerveuses, squelette, organes de nutrition, tout cela suppose la croissance harmonisée des éléments composants, sinon il y aurait des malformations, des dérèglements glandulaires, donnant naissance à des monstres; le développement cancéreux peut même être assimilé à une prolifération indifférenciée au sein d'un organisme à spécialisations complexes.

De telles malformations ne sont pas rares dans les pays au début de leur programme d'essor. Il n'est pas rare de voir en Egypte des villages de plus de 10000 habitants. Nous avons vu plus grave encore par exemple en Sicile, au Sud de Palerme, où j'ai vu une agglomération qui à première vue et d'après l'allure des rues, de la mairie, de l'école donnait l'impression d'une petite ville de 2 à 3000 habitants; en réalité, elle en contenait 80.000.

Ceci est un exemple typique de la prolifération cellulaire non différenciée, c'est ce genre d'hypertrophie paralysante que le plan de développement doit éliminer. Une ville, c'est un tout, c'est un ensemble, avec ses fonctions sociales, ses organismes sanitaires, culturels, commerciaux, juridiques. Dans le cas contraire, l'agglomération ne représenterait pas plus la "ville" que le tas de briques ne représente une maison.

La différenciation des fonctions est bien un signe du développement. Ainsi, par exemple, l'Egypte a deux fois moins d'habitants que la France, mais 15 fois moins d'ouvriers et si nous regardons une fonction plus différenciée encore, l'accueil touristique: 100 hôtels en Egypte, 8500 en France, soit 85 fois en moins . .

En Egypte, l'on compte selon les experts de ce pays, au moins 5 millions de paysans en trop; or un vrai village peut absorber beaucoup de main d'oeuvre dans toutes ses fonctions administratives sociales, culturelles avant même qu'il soit question de créer des bourgs à vocation plus industrielle et commerciale. La différenciation de l'économie nationale est donc la condition de sa croissance et de sa vitalité. Dans tous les cas, elle doit être obtenue, sous peine d'échec.

Ce qui ne veut pas dire bien entendu que le Planificateur n'exerce pas son action sur un point plutôt que sur l'ensemble. Ceci est une autre question. Il faut rappeler le Plan Monnet par exemple avait indiqué que l'industrie de base devait être stimulée par priorité — avec l'idée implicite que le reste suivrait.

Le Deuxième Plan insiste sur les industries de transformation et l'agriculture (4.000 milliards contre 1.600 milliards pour l'industrie d'équipement). C'est ici la reconnaissance implicite d'une correction nécessaire au premier plan partiel.

Et j'en arrive à mon troisième point : *comme tout organisme vivant autonome, l'économie nationale doit marquer son unité, son indépendance à l'égard du milieu; elle a sa vie propre, séparée de lui.*

Et cette unité ne signifie pas autarcie; trop de plans dans le passé imaginent cette indépendance comme une coupure du reste du monde, un repli sur soi-même. Il faut s'équiper même à hauts prix pour tout ce qui est nécessaire pour vivre isolé. Tel fut l'exemple de l'Allemagne qui avait adopté cette politique pour des raisons d'ordre stratégique.

L'organisme vivant au contraire a des échanges avec le monde extérieur. Il y trouve ses aliments et lui fournit son travail, mais c'est dans son fonctionnement qu'il est indépendant, qu'il est complet; pour voir, pour manger, pour se déplacer, un être vivant agit seul. Si ses fonctions étaient paralysées, ce serait le prélude de troubles graves. Or l'économie nationale non constituée comme une unité vivante connaît ces troubles, elle fonctionne mal, les blocages sont possibles.

Si à chaque progrès le surplus de production est absorbé par la population supplémentaire uniquement, il y a état stationnaire : la variable population connaît une prolifération non harmonisée. Si la production augmente mais si le revenu supplémentaire est intégralement consommé, il n'y a pas non plus croissance faute d'épargne. Et ici, la référence au multiplicateur de la théorie Anglo-Saxonne s'impose. Si une économie nationale bénéficie d'un stimulant — par des investissements dans le domaine des travaux publics par exemple — il faut que ce stimulant agisse dans tous les organes — C'est à cette condition (effets indirects — secondaires et tertiaires du multiplicateur) que l'on obtient un processus cumulatif de croissance. Tout ceci suppose un organisme autonome et une bonne interdépendance des organes composants. Il ne faut pas de déperditions ou de "fuites" au multiplicateur — Si un chaînon manque, si le recours à l'étranger est trop rapide, l'effet stimulant s'évanouit.

Je suis contre le protectionnisme systématique de certains pays, mais la théorie moderne permet de reprendre en partie la théorie de List. La protection des industries naissantes assouplit en fonction de cette nécessité de conserver aussi longtemps dans l'organisme l'effet stimulant peut s'imposer à nouveau, même dans un cadre libéral.

En face de ces troubles de nutrition, les phénomènes d'inflation ressemblent à une sorte de fièvre de plus en plus grave. D'abord apparaissent des tensions engendrant des hausses de prix plus ou moins faciles à contenir. Et le processus cumulatif d'inflation démarre lorsque le climat psychologique a changé : blocage de l'offre et stockage dans l'espoir de bénéfices futurs dûs à la continuation de la hausse de prix, exaspération de la demande —

dérivation des activités — anarchie dans tout l'appareil économique, explosions sociales et misère — Ces accidents ne se produiront pas si la politique économique considère la nation comme un tout et s'efforce de coordonner les actions locales, en mesurant les effets sur l'ensemble. C'est une vie équilibrée que tout plan de développement doit assurer à l'organisme national et à ses organes spécialisés internes.

Une fois assurées ces conditions, il faut maintenant voir vivre l'économie nationale, voir comment elle va commencer sa croissance, voir comment on va opérer les choix les plus rationnels et assurer un progrès sans fluctuations et sans crises. Ces choix et leurs préparations nous retiendront demain.

Mais en conclusion générale de cette étude du développement faite uniquement en considération des structures nationales et régionales, je voudrais retenir un point fondamental.

Trop de plans dans le passé, trop d'économie ont été faussés par des préoccupations stratégiques ou militaires. Bien des plans d'aujourd'hui paraissent plus rationnels et ont comme objectif primordial l'amélioration du niveau de vie et du bien-être.

Et dans cette compétition pacifique, je voudrais signaler la signification profonde de la politique économique de deux pays comme la Hollande et comme l'Egypte. L'un avec ses immenses digues, l'autre avec son barrage, deux oeuvres admirables mais qui sont toutes les deux à la merci de la folie des hommes, si un jour cette folie devait se déchaîner encore.

L'une et l'autre de ces nations font un magnifique pari sur la paix, et leur tranquille résolution est un acte de foi dans les destins du monde.

TROISIÈME CONFERENCE (1)

LES GRANDS CHOIX ET LEUR PREPARATION

Avant d'aborder maintenant la phase finale de ce cycle de conférences, je voudrais à nouveau dire ma reconnaissance à la Société d'Economie Politique d'Egypte et au Centre de Coopération Scientifique de l'Unesco pour l'assurance si stimulante de travail et de contacts qu'ils m'ont offerte. Et, Monsieur le Président, je suis infiniment touché de l'accueil sympathique qu'a reçu ma très modeste contribution à l'étude d'un si passionnant problème.

(1) Prononcée le Jeudi 8 Décembre 1955 à la Section Economique de la Société d'Economie Politique, de Statistique et de Législation d'Egypte.

Au risque de vous décevoir, je voudrais aussi vous faire, ce soir, un aveu. C'est aujourd'hui que nous aurons à aborder les aspects les plus austères du sujet et je n'ai pu malheureusement présenter ce cycle de conférences comme une pièce de théâtre en 3 actes, se terminant par une scène finale à grand spectacle. Plus nous progressons plus le sujet risque de devenir technique et aride. Mais je sais que l'immense intérêt que vous portez aux problèmes du développement vous fera excuser un exposé trop ardu ou trop sévère.

Après avoir défini hier quelques caractéristiques du programme: à savoir la *localisation* nécessaire des activités nouvelles car nous travaillons sur une surface et non pas dans l'abstrait. Après avoir parlé de la *différenciation des activités*, de la différenciation des qualifications humaines, des outillages, car nous voulons une économie nationale homogène, nous avons rapidement examiné les conditions du processus cumulatif de croissance — il faut éviter avant tout les fuites possibles au jeu du multiplicateur, ainsi que les dégradations à sens inverse, dégradations de type inflationniste — nous allons maintenant examiner les modalités concrètes des choix à effectuer pour éviter autant que faire se peut, ces deux obstacles majeurs: d'un côté, la croissance trop lente et les dangers de déflation, d'un autre côté la dégénérescence inflationniste parce que la croissance est trop vite poussée.

Mais, tout d'abord, pourquoi choisir ?

Agriculture ou industrie ?

Des hommes ou des capitaux ?

Le maximum d'emploi ou le maximum de productivité ?

Industries de base ou industries manufacturières ?

Pourquoi tous ces points d'interrogation puisque hier nous disions qu'il fallait au nom de la différenciation, un ensemble aussi complet que possible. Certes à long terme, il faut bien obtenir cela, et les seules limitations dans les premières phases du développement tiennent aux conditions naturelles du pays.

La Suisse, par exemple, qui n'a pas de charbon, qui n'a pas de pétrole, — ce qui modifie sa structure — est forcée de faire un effort supplémentaire ou compensateur dans d'autres domaines afin de "gagner" son approvisionnement énergétique.

Pour l'Egypte, selon la terminologie des Nations Unies, y a-t-il "absence de moyens essentiels". ?

Voyons d'abord les transports: Il y a le Nil... Il y a les chemins de fer on ne voit pas d'obstacles insurmontables au développement routier. Il

s'agit donc plutôt de continuer un effort d'équipement et d'exploitation déjà commencé.

L'énergie serait peut-être un secteur plus faible, mais les recherches pétrolières et les travaux des Barrages d'Assouan sont pour 2 décades l'assurance d'une croissance possible et importante de l'ensemble de l'économie générale.

Difficultés de la main d'oeuvre ? La population active est excédentaire et, si, pour certaines qualifications il y a pénurie, il n'y a pas là une situation irrémédiable: l'effort de formation professionnelle, en s'accéléralant, peut suffire

Richesses minières ? Elles sont au début de leur prospection, mais avec de larges promesses.

Minimum alimentaire assuré : L'exportation dépasse en effet l'importation alimentaire. Mais la croissance de la population absorbe les progrès de la production et maintient à un niveau assez bas la ration individuelle. Si le besoin alimentaire ne se transforme pas trop vite et si la production d'énergie industrielle progresse, il n'y a pas — pour quelques années au moins, d'obstacles graves à la construction d'un ensemble très différencié.

Les choix à faire ne s'expliquent donc que par la deuxième raison indiquée tout à l'heure: nécessité d'assurer pendant la phase de construction des ordres d'urgence des priorités.

Reprenons maintenant certains secteurs, et tout d'abord, *l'Agriculture*.

L'idée la plus fréquemment émise est que le développement ne peut commencer que là où existe un surplus agricole. Au Congrès de Milan, on a largement insisté sur ce point. Le Professeur Kaldor déclare textuellement: "L'industrialisation vient automatiquement à la suite d'un excès de production dans le secteur agricole, alors que le contraire n'arrive jamais..."

Ceci est vrai sans doute pour des pays comme l'Australie, le Canada, la Nouvelle Zélande, anciennement sous-développés, et qui sont aujourd'hui parmi les pays les plus riches du monde. Mais il ne faut pas oublier qu'il s'agissait de pays à faible peuplement, pratiquant une culture extensive. La thèse est-elle valable pour des pays à forte densité de population ? Probablement et c'est ce qu'envisage le plan italien de développement du Midi (plan agricole de 12 ans en est la pièce essentielle).

Mais nous avons vu aussi des évolutions inverses, par exemple dans les Alpes, où le renouveau industriel a précédé le renouveau agricole.

Le Schéma de Kaldor a cependant un très grand intérêt. Selon cet auteur, si ce surplus de production agricole est indispensable, c'est parce qu'à un

moment donné, il faut obtenir des échanges avec la ville. Et il attribue à l'incapacité qu'ont les pays les plus pauvres de préparer les aliments nécessaires aux grands centres industriels et urbains, les rythmes très différents du développement économique que l'on constate dans le monde.

Nous reviendrons dans un instant à cette idée après avoir examiné quelques autres questions qui nous permettront de lui donner, peut-être, une présentation un peu différente et un peu plus pratique.

Voyons donc un second problème agricole, celui de la *productivité*. La plupart des experts qui raisonnent dans l'abstrait sur les pays sous développés ont pour premier réflexe de dire : augmentons d'abord la productivité. Ce propos est naturellement lié au précédent, puisque c'est par une augmentation de la productivité, donc des rendements, qu'on obtiendra ce surplus de production, réclamé par Kaldor, pour nourrir la ville.

Et d'innombrables missions, à travers le monde, ont étudié, en ingénieurs plus qu'en économistes, le matériel utilisé : la charrue archaïque à soc de bois comparée aux charrues tractées à 8 ou 16 socs de métal, la faucille comparée aux faucheuses, etc... Et à mon avis, trop souvent, leur conclusion a été mécanisation à outrance.

En fait, le problème est ailleurs. C'est un problème de choix entre la culture intensive ou la culture extensive d'abord.

L'offre de terre est-elle élastique ? Comment peut-on réaliser la combinaison optima des deux facteurs ?

Le travail et la terre... En Egypte, la rareté du sol et l'abondance de bras vont commander des solutions différentes de celles du Canada, des Etats-Unis ou de l'U.R.S.S. qui ont de grandes étendues peuplées très chichement.

Il y a quelques années, nous avons fait un calcul : Que ferait l'agriculture française, considérée comme arriérée par certains, — jugeant d'après la densité mécanique par hectare — si elle était équipée comme celle des U.S.A. ? Et le calcul fait — à l'américaine — de nos rendements montrerait que la France, avec les progrès techniques envisagés ne pourrait alors nourrir que 20 millions d'habitants au lieu de 40.

Et j'ai été heureux de voir un calcul analogue, dans les publications de la Banque Nationale d'Egypte. Une comparaison entre l'Egypte et le Danemark montre que la transposition au bord du Nil des méthodes danoises, qui sont pourtant excellentes, conduirait à la famine.

Au Danemark, pays modèle, le produit social par hectare : est de L.E. 58. En 1952, en Egypte où pourtant, la situation est stationnaire depuis de longues décades, la valeur des principales récoltes exprimée en pouvoir d'achat constant

a légèrement décliné depuis 40 ans et malgré cela le produit social à l'hectare est encore de L.E. 122, soit le double du rendement danois, ce qui signifie qu'appliqué à l'Égypte, le standard danois réduirait le produit agricole total égyptien de moitié et conduirait le pays à la famine et à la misère.

La raison de cette paradoxale analyse vient de ce que l'Égypte est vraiment le cas limite de la production intensive. Une population agricole dense tire ici de chaque hectare deux fois plus que le paysan danois. Les méthodes du fellah sont peut-être archaïques, mais le problème numéro un n'en reste pas moins la rareté du sol cultivable. Le problème du rendement, si on veut y toucher, vient après et il mérite quelques précautions que les "mécaniciens purs" risquent d'oublier.

Comment tenter cependant de battre encore un record de rendement qui est, en Égypte, un record mondial ? Le progrès de l'équipement requiert ici de délicates études. Et à mon sens, il tient moins à la généralisation de l'emploi des tracteurs, des machines à traire les vaches, les moissonneuses-batteuses, etc... qu'à la mise au point d'outils et même d'engins mécaniques spéciaux analogues à ceux utilisés dans les domaines mécanisés les plus intensifs. Je pense aux cultures maraîchères ; à l'horticulture et aux pépinières d'Europe ; on trouve notamment en France du matériel nouveau français et sarrois qui montre que de nouveaux modes d'outillage et de machines, des moteurs à main par exemple sont souvent plus utiles que le gigantisme mécanique. Une fois cet optimum d'équipement agricole déterminé, l'Égypte pourrait installer de petites usines pour produire ce matériel léger, qui est fabriqué déjà sous formes analogues, en séries en France dans des usines de petite ou moyenne dimension.

L'effort déjà commencé pour l'amélioration des semences est un autre problème. L'emploi des engrais peut également donner des résultats mais à condition toutefois que le paysan ne considère pas que le sac d'engrais est une monnaie ou un produit d'échange. Nous avons connu en France d'ailleurs des problèmes analogues à la fin de la guerre avec les carburants agricoles dont la revente par le paysan paraissait source de revenus plus sûre que la vente des produits agricoles. C'est à la fois un problème d'équilibre des prix et une question d'éducation alliée à une formation psychologique. Un minimum de calcul économique doit être appris au fermier qui souvent sacrifie un avantage lointain obtenu par son travail à une petite satisfaction plus immédiate.

Et dans cet ordre d'idée, l'endettement agricole et les charges exorbitantes qui en découlent paraissent dans beaucoup de pays à agriculture stationnaire l'un des principaux obstacles du développement. Tout progrès d'organisation d'un crédit agricole sain et compréhensif peut entraîner, je crois, un déblocage rapide de toute l'économie, non seulement par une production accrue du pays,

mais aussi par l'augmentation immédiate du pouvoir d'achat des paysans. Jusqu'alors ce pouvoir d'achat est absorbé, grignoté par trop de gens spéculant sur la pauvreté.

Mais il est, je crois, encore deux autres moyens d'augmenter la valeur de la production agricole par hectare.

D'abord, le choix des cultures donnant la plus forte recette. De plusieurs discussions avec les spécialistes de votre Ministère de l'Agriculture, j'ai pu tirer la conclusion que ce problème était très étudié. En particulier, l'extension de la culture des fruits et des légumes paraît très souhaitable. En effet, elle augmente les recettes du paysan par hectare, alimente les villes et même, elle peut dégager un surplus de marchandises exportables, équilibrant par là un commerce extérieur basé essentiellement sur le coton et accessoirement sur les oignons.

Certains milieux verraient d'un oeil favorable le développement de la culture du blé, puisque la production nationale n'est pas suffisante pour couvrir les besoins du pays; mais là, cette proposition, même justifiée, ne me paraît plus rationnelle. En effet pourquoi, d'abord, s'orienter vers le produit dont il y a de larges excédents dans le monde et dont, par conséquent, le prix sera toujours bas ? Pourquoi d'autre part, mettre l'accent sur un produit qui s'adapte surtout aux techniques extensives ? Dans ces conditions, ne serait-il pas préférable de vendre à l'étranger des légumes et des fruits contre des achats de blé ? Ces transactions peuvent s'envisager aussi bien à l'échelle mondiale qu'à l'échelle régionale. L'Irak, par exemple, avec sa faible population n'obtiendra jamais le rendement égyptien, mais il y aurait une haute productivité pour les cultures extensives. Et dans un contrat comportant des garanties de livraisons régulières, l'Egypte trouverait à la fois une sécurité et une contre-partie d'approvisionnement tandis que pour chaque exportation du produit d'un demi-hectare, elle obtiendrait en contre-partie un produit qui lui aurait coûté un hectare.

Le commerce extérieur ainsi conçu n'est plus une opération commerciale ordinaire, ce n'est plus la recherche de l'avantage des prix, ce n'est même pas la recherche du devis, c'est une extension du sol national, c'est un gain de terrain qui est tout de même, je crois, le problème primordial pour l'Egypte.

Mais évidemment, c'est là une opinion qui n'est pas fréquente chez les négociateurs de traités de commerce.

C'est cette même question "gagner du sol" qui me fait penser que les idées du Professeur Krisnamurti, valables pour l'Inde ne sont pas transposables ici.

Voici son raisonnement: si les populations pauvres ont une forte proportion de leur revenu absorbé par la dépense alimentaire, elles se nourrissent surtout de céréales et de légumes. Ainsi donc, il suffit d'une faible augmenta-

tion de l'agriculture pour obtenir la saturation des besoins courants du paysan d'abord et ensuite pour satisfaire les besoins des villes qui constitue d'ailleurs la partie de la population qui investit. Donc selon lui, il faut concentrer l'effort sur l'investissement destiné à augmenter la production des céréales.

Pour l'Égypte, au contraire, où on ne peut pas, comme en Inde, étendre facilement les cultures et la recherche des cultures de substitution aux céréales me paraît beaucoup plus favorable. Moins de céréales et plus de production de haute valeur même s'il en résultait provisoirement un déséquilibre d'approvisionnement à compenser par le commerce extérieur. De cette façon néanmoins, la recette globale serait accrue et le niveau de vie de la campagne avec lui.

Mais là intervient un autre facteur: *l'excès de la population rurale*: toute augmentation de la production agricole risque d'être absorbée sur place à la campagne par une consommation croissante. Il y a, d'après les calculs du Conseil National de Production, 5 millions d'habitants en trop dans les exploitations rurales, représentant une consommation énorme, qui est, en fait, l'allocation des chômages, payée par le pays à ces chômeurs camouflés. Mais cette allocation, c'est le paysan qui, en fait, supporte cette charge, et ainsi il n'a qu'un pouvoir d'achat affaibli et il ne peut plus, de ce fait, assurer l'expédition vers les villes de quantités suffisantes de marchandises.

Nous touchons là un autre problème fondamental, celui de l'auto-consommation des campagnes. Elle représente en France au moins 20% de la production agricole. Elle est ici probablement très supérieure, double peut-être, eu égard aux habitudes de la population, eu égard à ce surplus de la population rurale et aussi à l'importance réduite des achats monétaires du paysan. D'ailleurs en France, cette auto-consommation était montée à 35 ou 40% pendant la guerre, lors du retour à une économie beaucoup plus fermée par suite des grandes pénuries.

Je crois fermement qu'une des clés du développement égyptien se trouve là, il s'agit de *libérer* le producteur, il s'agit d'*ouvrir le village* à l'économie de marché, il s'agit d'augmenter la valeur des ventes contre monnaie dans le village, de limiter l'auto-consommation et surtout celle des ruraux inemployés ou incomplètement employés.

Et ceci dit, nous pouvons revenir aux propos de Kaldor sur la nécessité de *l'excédent de production agricole*. Nous voyons bien maintenant que *cet excédent existe en Égypte*; mais cela ne suffit pas, il faut qu'il soit visible et qu'étant visible, il devienne disponible. Et il ne le sera que moyennant un exode rural. Mais vider la ferme ne veut pas dire vider le village. Certes une partie de la population excédentaire devra être attirée vers les villes, mais

une partie pourra rester sur place: les coopératives, les ateliers de préparation, de transformation des produits agricoles, les petites industries et surtout cette différenciation des activités du village devenant petite ville — ce que nous réclamions hier — peut fournir déjà sur place un certain nombre d'emplois.

Ainsi conçu, le plan remonterait de la cellule élémentaire, l'exploitation agricole à la seconde cellule ou unité, le village. L'éclatement ou la décongestion de la première unité faciliterait l'équipement de la seconde.

Et de là, on doit passer à la troisième unité concentrique, *la ville*, qui serait le support des activités industrielles de plus grande dimension.

Et ici, je dois vous avouer une de mes faiblesses. Je suis assez séduit par les travaux des urbanistes et des sociologues qui ont étudié la ville sous l'aspect fonctionnel et recherché les conditions optima de développement des cités, au moindre coût d'organisation des services communs de la ville. Leurs conclusions les conduisent à imaginer des villes élémentaires de 25 à 30000 habitants pour lesquelles les charges collectives, la distribution d'eau, l'électricité, les égouts, les services publics, les écoles, l'hôpital et même le secteur commercial auraient le coût le plus bas possible. Les villes élémentaires circulaires, comportant des habitations autour de centres communs avec d'un côté une zone industrielle. En cas de croissance, la ville grandit par juxtaposition de la première ville d'une seconde unité élémentaire de 25000 habitants avec création entre elles pour les deux d'un nouveau noyau collectif conçu à une autre échelle et avec éventuellement des fonctions nouvelles.

La rapide progression de la population égyptienne justifierait peut-être l'adoption de telles techniques de croissance urbaine et je crois la détermination immédiate d'une dizaine au moins de sites nouveaux urbains, à créer et si possible sur des terres non cultivables. Le gonflement des cités actuelles me paraît pas en effet la meilleure voie; les unes étant déjà terriblement grandes et les autres n'apportant aucune facilité ou commodité spéciale pour une croissance rationnelle.

Et l'Egypte, pays linéaire, a sur les pays qui doivent aménager une surface à deux dimensions un grand avantage. Ses sites urbains pourraient par exemple s'échelonner le long du Nil en bordure du désert tous les 50 kilomètres environ, ce qui permettrait de fournir aux agglomérations ou villages intermédiaires existants des services nouveaux difficiles à implanter dans un paysage déjà très chargé.

Mais après cette suggestion que je fais très timide car les conseils des spécialistes sont nécessaires, venons-en à l'industrie qui est un autre plat de résistance du développement. Là encore les économistes ne sont pas d'accord et je crois que l'observation des conditions réelles spécifiques et des besoins

de l'Egypte est, par exemple, beaucoup plus rentable que de vastes théories. L'une des thèses est favorable à l'*investissement à faible intensité du capital*, ce serait en effet le moyen de réduire, dit-on, le chômage s'il existe ou d'absorber les chômeurs déguisés des campagnes. C'est pourquoi après avoir donné la priorité au développement de l'agriculture, il serait bon d'insister sur l'artisanat et l'industrie légère, qui fournirait des produits à ces campagnes dotées du pouvoir d'achat. Là encore, l'idée est, que face des deux facteurs de la production, capital et travail, il faut rechercher la combinaison productive qui permet d'employer surtout le plus abondant, c'est à dire l'homme.

Or, dans beaucoup de pays, on a adopté les techniques des pays industrialisés, c'est-à-dire des techniques qui permettent d'économiser la main d'oeuvre avec d'énormes machines et l'absorption de la population excédentaire y est restée négligeable.

Faut-il développer l'industrie légère ? Faut-il réaliser d'abord un équipement en industries lourdes ?

A mon avis, le problème est mal posé. Il n'y a pas opposition entre industries légères ou manufacturières d'une part et industries lourdes d'autre part. Dans les deux secteurs, on peut utiliser beaucoup ou peu de main d'oeuvre. Je connais une grande savonnerie à Paris que occupe quelques ouvriers pour une production égale à celle de ses concurrents qui en emploient des centaines. Voilà pour l'industrie légère. De même pour l'industrie lourde, la construction des Grands Barrages par exemple ou de routes peut utiliser beaucoup de machines pour peu d'ouvriers ou beaucoup d'ouvriers pour peu de machines.

Il n'y a donc pas incompatibilité entre le développement des industries de base, électricité, pétrole par exemple et celui des industries manufacturières. Les premières, industries de base, peuvent rapidement, par leur aspect "Travaux Publics" absorber une grande quantité de main d'oeuvre, même peu spécialisée; les secondes, décentralisées, absorberaient sur place une main d'oeuvre de formation rapide. Et si choix il y a, le choix est plutôt peut-être dans la répartition des sources de financement. L'aide étrangère semblerait préférable pour les premières et l'épargne intérieur semblerait préférable pour les secondes. Et si ces deux sources de financement sont assurées, on aurait intérêt à progresser sur les deux fronts.

Je suis, à vrai dire, un peu effrayé, en lisant certains projets de planification dans bon nombre de pays. Pour certains, le plan n'est que la juxtaposition de ces projets partiels énumérés et totalisés, sans référence précise aux effets globaux de l'effort d'investissement, de l'action sur les prix; et pour les autres, au contraire, qui sortent de cette espèce d'épicerie, de savants calculs écono-

métriques, fondés en grande partie sur les coefficients de capital justifient les choix et priorités. Il n'est pas douteux que ce fameux rapport capital sur production (C/P) est fondamental; on voit la production possible avec un capital donné. Si $C/P = 5$, on obtient chaque année une production égale à un. Cela montre aussi, sous l'angle de la capitalisation, l'importance de l'accumulation réalisée du capital en partant d'une production donnée. Mais les difficultés commencent avec l'estimation de C et de P et l'incertitude sur ces deux grandeurs me paraît dépasser de beaucoup ce que donnent les résultats de ces savantes équations.

De ces études, l'on peut néanmoins tirer quelques règles de bon sens que je voudrais vous présenter en termes aussi simples que possible.

La première règle d'abord: Si les fuites au multiplicateur... ce multiplicateur que nous avons étudié hier — sont faibles, ceci signifie qu'une stimulation donnée par un investissement initial, engendre la création de revenus dans tous les secteurs de l'économie. L'effet de ce multiplicateur sera alors d'autant plus grand qu'on aura donné priorité aux industries de base et aux industries utilisant des doses très fortes de capital.

Dans ce cas, l'emploi initial de la main d'oeuvre est faible, mais c'est l'emploi dérivé qui sera très grand et ainsi la croissance sera plus rapide.

La deuxième règle pourrait s'exprimer ainsi: si le multiplicateur ne joue pas parfaitement, c'est-à-dire si la stimulation ne s'étend pas à toute l'économie nationale, mieux vaut mettre l'accent sur les industries finales et aussi sur les industries qui utilisent tout de suite la main d'oeuvre, ce qui représente une croissance lente mais plus certaine.

La troisième règle est afférente à la *longévité du capital* et cela est un problème trop peu étudié. Elle joue dans la croissance économique un rôle décisif et c'est ce qui apparaît à travers les comparaisons que l'on peut faire de coefficients marginaux bruts et nets d'intensité de capital. Si l'amortissement annuel est faible, c'est à dire si les capitaux investis ont une longue durée, les moyens de financement disponibles chaque année, après l'effort initial, seront importants: les amortissements étant faibles, les capitaux seront consacrés à des investissements neufs. La croissance sera rapide.

Si au contraire, il y a un grand écart entre les coefficients net et brut du capital, cela signifie que l'entretien du capital productif mis en oeuvre dans la période initiale va coûter cher par la suite et absorbera une grande partie de l'épargne.

Il semble donc qu'il y ait intérêt, au début d'un démarrage, à insister sur des capitaux, des machines et des équipements ayant longue durée de vie et

donc un très faible amortissement annuel. Sinon, dans les années suivantes, la croissance se ralentira automatiquement du fait des charges d'entretien. Je pense que le recours aux capitaux étrangers serait plus profitable pour les investissements de grande longévité, afin de fractionner et d'espacer les remboursements ultérieurs.

La quatrième règle, encore tirée du même calcul, permet d'imaginer les graves dangers menaçant le rythme de développement lorsque le coefficient de capital d'une industrie nouvellement installée ne correspond pas à la combinaison de facteurs qui était rentable dans la période précédente. C'est ce qui se produit surtout à cause des disparités du prix entre le capital cher et la main d'œuvre bon marché.

Dans ce cas, en effet, un entrepreneur après un investissement, obtenu au plan, reviendra à une combinaison de facteurs travail-capital moins satisfaisante mais plus rentable pour lui: il évitera de faire ces remplacements de capital au fur et à mesure de son usure. C'est ce qui explique pourquoi dans beaucoup de sociétés peu industrialisées, l'outillage se dégrade très vite par suite, non pas du manque d'habileté de la main d'œuvre, mais à cause des bas salaires. Aussi est-il nécessaire dès le début de l'industrialisation de créer certaines disparités de salaires: des rémunérations plus élevées créent non seulement un pouvoir d'achat, mais aussi elles sont la meilleure sauvegarde de l'outillage.

L'étude des sources de financement nous amène à la troisième formulation du cercle vicieux de la pauvreté. En traitant de l'agriculture et de l'industrie, nous avons peut-être réfuté les deux premiers qui s'énonçaient ainsi:

"Un pays est pauvre parce qu'il n'a pas d'industries et il n'a pas d'industries parce qu'il est pauvre."

"Un homme est faible parce qu'il n'a pas d'aliment et plus il est faible, moins il a d'aliment".

Ces deux slogans ne sont pas irréfutables, nous l'avons vu. Le troisième, lui aussi, ne résiste pas à l'analyse. Il est souvent énoncé en ces termes:

"Un pays ne s'équipe pas parce qu'il n'a pas d'épargne et il n'a pas d'épargne parce qu'il n'est pas équipé".

On dit certes qu'au XIX^e siècle, les pays européens ont consacré, bien ou mal, 15% au moins de leur revenu national à l'épargne. Au début du XX^e siècle, le Japon a réussi à atteindre en épargne 20% du revenu national. L'U.R.S.S. avec ses plans autoritaires peut probablement se maintenir au rythme de 20 à 25% de son revenu national.

Or, selon de nombreux auteurs, l'épargne des pays qui sont sous-développés ne dépasserait pas 3 à 5 % du revenu national. Je ne sais d'où viennent de telles statistiques. Même si elles existent, elles ne sont pas, à mon avis, une image fidèle de la réalité et selon moi, le véritable problème est ailleurs. On dit en effet dans cette thèse pessimiste que ce qui limite la formation du capital dans les pays à développer, c'est le fait que 80 % de la population ayant à peine de quoi vivre, on ne peut lui demander d'épargner car l'intégralité de ces maigres revenus est absorbée par des consommations de première nécessité.

Si le fait est exact, la conclusion qu'on en tire est probablement fausse. C'est oublier, par exemple, qu'aux U. S. A. 80 % de la population dépense aussi tout son revenu. L'épargne est le fait des 20 % des privilégiés comme ici, comme en Amérique Latine, comme aux Indes et comme en France où les 20 % épargnent beaucoup et les 80 % de non épargnants stimulent l'industrie par leurs demandes de biens de consommations et de biens durables. Et une industrie qui n'a pas des débouchés ne trouve pas de capitaux, car le banquier est un homme prudent qui juge de la sécurité de ses placements d'après l'étendue du marché déjà ouvert à son client.

Il ne faut donc pas, dans un plan de développement, réduire la consommation qui est un des facteurs essentiels de la croissance et ceci au nom du développement de l'épargne. Mais il faut plutôt canaliser l'épargne possible de la minorité la plus aisée. Et ceci justement parce que cette épargne se perd en route, avant d'arriver aux emplois les plus productifs. Un des effets indirects favorables de la réforme agraire sera sans doute d'éliminer les "dérivations" de l'épargne vers l'achat de terres. La construction immobilière, par ailleurs, présente un autre refuge des capitaux en quête de placements; l'investissement immobilier est sans doute meilleur, bien qu'il ne soit pas le meilleur. Or suivant les statistiques égyptiennes de 1953, en Egypte, l'activité du bâtiment a représenté les 8 % du produit national (1).

D'autres épargnes se perdent en thésaurisations ou en stocks de biens réels. Des taux d'intérêt avantageux sur le marché financier pourraient peut-être assurer le drainage des fonds disponibles. Et on peut se demander si, au début de la croissance, le rôle de l'Etat et du système bancaire ne seraient pas de favoriser un mécanisme de double taux d'intérêt, élevé pour décider le prêteur, bas pour l'industriel emprunteur, la différence entre les deux taux étant à la charge de la collectivité. Ces avantages en intérêts sont souvent moins lourds pour l'Etat que des financements directs des sommes à investir dans une branche d'industrie.

(1) Si, à cette estimation on ajoute celles qui sont tirées de la valeur de l'outillage importé; on voit déjà que la "formation du capital" est plus importante que ce qu'on dit couramment: elle dépasse largement 10 % du revenu national.

Enfin, les capitaux étrangers, ... ce vocable sous lequel on peut ranger des moyens de financements très différents ..., venant d'organismes internationaux, de gouvernements étrangers, de firmes privées étrangères, auxquels il faut encore ajouter les investissements des ressources des succursales étrangères doivent dans tous les cas, assurer un appoint important au moment du démarrage; comme le disait le Président de notre réunion d'hier, ces capitaux de dehors sont les ballons d'oxygène qui ont permis la reprise rapide de l'économie européenne après la guerre. Il est absurde de penser demander le total des projets d'investissement des pays sous développés au capital étranger... encore que les sommes nécessaires ne soient pas d'un niveau tellement élevé: on évalue à 16 milliards de dollars par an ces besoins. Et avec un système monétaire mondial — avec un Institut d'émission mondial ... on pourrait probablement mobiliser de telles sommes.

Malheureusement le monde n'en est pas encore là. Mais, dès aujourd'hui, même... des "injections" plus faibles émanant des différentes instances possibles auraient un effet décisif. Malheureusement les balances de paiements, ni celles des pays prêteurs, ni celles des pays emprunteurs ne donnent, dans leur état actuel, des informations valables, même en ordre de grandeur sur ces mouvements internationaux des capitaux.

A l'intérieur du pays à développer, le circuit financier ne peut être bouclé que grâce à une politique fiscale et à une politique monétaire adaptées à la croissance.

Trop souvent, les *finances publiques* restent le secteur, sous-développé, dans cette économie en expansion, trop souvent l'Etat ne réussit pas à s'insérer dans le mouvement du développement et ses recettes restent liées à des masses imposables périmées. La seule question du rôle respectif des impôts directs ou indirects en période de croissance nécessiterait une longue étude que nous ne pouvons malheureusement pas évoquer ce soir. Et même pour les droits de douane, la doctrine change, un spécialiste réputé vient par exemple proposer récemment la taxation des exportations dans une revue hollandaise "Public Finance". Les effets stimulants et régularisateurs seraient selon lui, plus favorables que ceux de la taxation des importations.

Quant à la *politique monétaire*, elle pourrait être, tout en restant soucieuse des dangers d'inflation, plus souple que dans les systèmes bancaires traditionnels; une croissance de la production, et avec elle, un développement des échanges intérieurs plus rapide encore que celui de la production, par suite de l'élimination des phénomènes d'auto-consommation et d'auto-équipement devrait pouvoir entraîner des créations de monnaies qui ne sont pas inflationnistes. Des règles d'émissions nouvelles, mais sur ce point, je deviens très prudent et je cherche un peu mes mots en regardant le Gouverneur de la Banque Na-

tionale, pour ne pas m'attirer une riposte brutale, peut-être, des règles d'émissions plus souples devraient permettre de garder constante ce que les Anglo-Saxons appellent "La Velocity of income", c'est-à-dire le rapport de la quantité de monnaie au revenu national.

Mais là encore, il y a un gros "Oui Mais" que des spécialistes vont opposer — je le sais — ils diront que la connaissance de la production agricole de la production industrielle de l'épargne, de l'investissement de la balance des paiements, des politiques fiscales et monétaires exige des statistiques détaillées et systématiques. Partout éclate le besoin de connaître avec exactitude les différents secteurs de l'activité nationale et les différentes opérations qui s'y font.

C'est ce qui justifie la dernière partie de mon exposé: *Tout plan de développement suppose un appareil moderne de statistique et d'observation économique* et ceci, que ce soit pour choisir les secteurs prioritaires, l'importance d'un démarrage que pour mesurer les effets du plan, de contrôler les risques inflationnistes ou déflationnistes, de détecter les goulots d'étranglement dans l'approvisionnement, de savoir s'il y a insuffisance de main d'oeuvre, d'apprécier l'importance de l'épargne, le volume de l'investissement non seulement par le gouvernement mais aussi en partie par les particuliers, les sociétés, les entreprises privées, etc...

Partout une information complète est nécessaire et non seulement pour le Gouvernement et les responsables du plan, mais aussi pour tous les participants, firmes, syndicats, groupements, banques qui vont faire le plan.

Ainsi éclairé par la statistique, le Plan prend une autre allure; il devient le seul moyen possible de rendre cohérente entre elles les politiques économiques fragmentaires, pratiquées jusqu'alors de façon plus ou moins indépendantes par les divers départements ministériels: le Ministère du Travail pour son action sociale, le Ministère des Finances qui emplit sa caisse, le Ministère du Commerce qui équilibre la balance commerciale., etc, etc...

Pour l'appareil productif, le Plan enregistre et tient compte des relations entre les divers efforts partiels et il permet de dire si ces efforts sont compatibles entre eux.

Le plan implique alors un va-et-vient constant des tableaux qui expriment les besoins en main d'oeuvre, en capitaux, en produits, en importations, etc... aux tableaux de possibilités ou d'existants. Et sans cesse, il faut ajuster les premiers aux seconds et si possible les seconds aux premiers.

Voici un exemple de ces ajustements, fournis par les travaux de votre Conseil Permanent des services: le plan "physique" c'est-à-dire en partant des productions envisagées, d'après les moyens financiers projetés, permet

l'embauche dans les usines de 40000 personnes par an . . ce qui doit créer en plus 25000 emplois supplémentaires dans le secteur tertiaire (soit dans le commerce, soit dans les transports, soit dans les services publics).

Mais aussitôt, il faut confronter cet aspect avec l'aspect "besoin": 300.000 personnes disponibles par an. Il faut donc reprendre le calcul et modifier les premières estimations du volume physique de la production et ajuster sans cesse un tableau à l'autre.

La statistique est le seul moyen de connaître ces besoins et ces possibilités qu'il faut ajuster par approximations successives. Mais la statistique n'est encore qu'une matière première qu'il faut aussi abondante que possible. Elle doit être également organisée — et c'est pourquoi il faut, je crois, à côté des Administrations chargées du plan, un Bureau de Comptabilité National et un Bureau de Diagnostic Economique.

La Comptabilité Nationale hiérarchisée, complète, englobe les statistiques disparates. Il ne s'agit plus de données fragmentaires, mais de données additives et articulées entre elles, de total de salaires, plus revenus des indépendants, plus loyers, plus dividendes, plus profits non distribués, plus impôts des sociétés: tout cela forme le revenu national; en ajoutant les impôts indirects plus les amortissements, on a le produit brut.

Partant de ces bases, on peut connaître l'épargne, la dépense de consommation globale. On étudie le rôle de l'Etat prélevant certains revenus par l'impôt, l'emprunt et redistribuant d'autres revenus sous forme de traitements, pensions, etc...

Tant qu'on ne dispose pas des tableaux de la production nationale, de tous ces schémas et de tous ces circuits, on ne peut pratiquement pas mesurer l'activité économique. Avec ces tableaux, au contraire, on pourra mettre face à face les biens disponibles d'un côté et les revenus à employer de l'autre côté, soit directement pour la consommation et sous forme d'épargne pour les achats d'équipement; on pourra comprendre aussi les relations entre secteurs et même, partant de ces tableaux du passé, essayer de prévoir l'évolution future. C'est le rôle du budget économique. En effet, on peut établir assez facilement un système complet d'équations décrivant les relations entre tous les secteurs et on peut imaginer les répercussions sur l'ensemble du système du changement éventuel dans une seule des variables.

Par exemple, que serait la production si on utilisait à plein la capacité de production des usines? Un calcul va nous donner la masse produite, les revenus, les salaires, la dépense de la consommation, les investissements nouveaux, les impôts supplémentaires perçus par l'Etat. etc.

Ou encore si les investissements doublent, le calcul montre dans le budget économique, ce qui devrait être la réduction de consommation, l'effort de

l'Etat, le changement du taux d'intérêt, l'augmentation des importations.

On peut imaginer d'innombrables autres projections, et un des intérêts du système ainsi conçu est d'éliminer les hypothèses absurdes, les projets incompatibles. On ne retient finalement que les changements les plus probables sur les variables motrices et on anticipe les modifications des autres. Le Budget Economique Français, par exemple, a en 1954, réalisé 3 projections pour 1955 dans l'activité et le mouvement des prix. Et ainsi on a pu en cours d'année suivre exactement, mois par mois, l'évolution de la situation.

Ainsi, avec la Comptabilité Nationale, on a un excellent schéma statistique du fonctionnement récent de l'économie, tandis qu'avec le Budget économique on a une projection de cette activité économique dans le proche futur, compte tenu de diverses hypothèses d'évolution parmi lesquelles l'action du plan joue un rôle prédominant.

Mais à côté de la Comptabilité Nationale, le Plan a encore besoin d'autres éléments: un diagnostic économique permanent doit être à sa disposition. En voici quelques exemples: les prix de gros et de détail montent. Pourquoi ? Quel sera l'effet d'une crise dans un pays voisin ? Le chômage apparaît plus important dans la province que dans la capitale. Quelle en est la signification ? Sans cesse, au fur et à mesure que les jours passent et que les événements façonnent notre vie économique, il faut rectifier le jugement porté le jour précédent sur l'économie nationale. Le diagnostic économique ou la conjoncture, c'est un peu la boussole du navigateur, ou le tableau de bord de l'automobiliste ou de l'aviateur qui regarde le niveau de l'huile, la quantité d'essence, la charge des accumulateurs. Divers "Baromètres" éclairent le travail de l'économiste, des recherches de corrélation, des ajustements de courbe, des modèles économiques permettent au bureau de mieux comprendre dans l'enchevêtrement quelles sont les relations essentielles.

La prévision économique en découle. Et il y en a d'innombrables sortes assorties aussi, vous le savez, d'innombrables échecs. Aussi c'est un domaine où il faut s'aventurer seulement avec prudence et une fois seulement que l'équipement statistique est terminé.

Et si j'en parle ce soir, c'est plutôt pour terminer la description d'un édifice complet de l'étude économique tel qu'elle doit apparaître au service du Plan.

Des corrélations, des études de décalage dans le temps peuvent tout d'abord rendre des services. Si un Phénomène A manifeste des changements avant un phénomène B, on peut, peut-être, prévoir B quand A change. C'est ce qu'avait tenté l'Université de Harvard avec son fameux baromètre dans lequel la fluctuation boursière permettait de prévoir, six mois à l'avance, les changements de l'activité économique.

Un tel baromètre n'aurait aujourd'hui en Egypte aucun sens. Mais n'y a-t-il pas certaines corrélations intéressantes à utiliser comme ici des indicateurs de tension ? Le volume de circulation monétaire ne reflète-t-il pas par ses changements la situation cotonnière ? La hausse des prix du coton n'est-elle pas suivie avec un décalage d'un ou deux ans d'une hausse probable des prix des aliments végétaux ? Le trafic du Canal de Suez n'est-il pas un bon indicateur de la santé de l'économie mondiale ?

Mais de telles prévisions restent souvent aléatoires et les projections mathématiques faites au moyen de la Comptabilité Nationale donneront d'ici quelques années des éléments de prévision plus sûrs pour l'Economie Egyptienne.

Enfin à côté de ces méthodes, il restera encore une place à donner aux prévisions fondées sur les comportements. On peut dire en effet que la situation économique de demain, c'est celle d'aujourd'hui, modifiée par les décisions que nous sommes en train de prendre.

Si la situation d'aujourd'hui est connue par la statistique, on peut connaître les comportements et les décisions des agents économiques grâce à des enquêtes. Nous avons commencé de telles enquêtes en France, en Allemagne et en Italie. Depuis 6 ans, les industriels, les commerçants, les agriculteurs sont consultés non seulement sur leurs plans immédiats, mais aussi sur leurs projets, leurs idées, leurs mobiles, leurs décisions à prendre. On enregistre leurs réactions devant par exemple la perspective des hausses ou des baisses de prix, une concurrence accrue de leurs collègues et des concurrents étrangers, des difficultés sociales. On enregistre leur programme de production et d'investissements. On compare ainsi l'état présent de leur production et de leurs stocks avec l'idée qu'ils s'en font dans un proche avenir.

Et de l'ensemble de ces comportements, se dégage de façon très nette une "tendance probable" de l'activité économique. Mais si l'industriel ou le commerçant se trompe, fait une erreur de calcul, c'est cette erreur qui va guider sa décision et ses choix et il faut connaître ces erreurs pour mesurer leur influence sur le déroulement futur de l'activité.

La connaissance de ces erreurs peut faciliter, dans certains cas, un changement de la politique économique du Gouvernement. Ainsi en France, en 1953, un recul fut enregistré par notre enquête dans les programmes privés d'investissements, parce que les industries attendaient des mesures fiscales annoncées depuis longtemps, dégageant les investissements futurs. Le fait fut aussitôt signalé au Ministère des Finances, qui a accéléré les décisions gouvernementales et a fait repartir l'investissement privé. Voici donc un exemple d'une difficulté économique qui a été supprimée avant même qu'elle ait eu des effets néfastes.

Car il ne faut pas oublier que le Plan — comme l'étude même économique, qui doit l'éclairer, n'a pas à faire seulement à des marchandises et à des quantités de monnaie. Derrière le plan matériel, il y a l'homme : acteur et bénéficiaire. C'est pour lui que l'économie nationale fonctionne et c'est par lui qu'elle fonctionne. Et il faudrait encore d'innombrables études pour lui restituer sa place exacte dans ce domaine d'action. Bilans démographiques détaillés, comptabilité humaine n'ont encore fait l'objet que de recherches de laboratoires ou d'instituts économiques spécialisés. Il faudrait demain, dans le monde entier, en refaire. Mais la pièce maîtresse de toutes les politiques économiques de développement sera, je crois plus encore que ces bilans, l'approche psychologique que je viens rapidement d'évoquer ; elle permettra de mieux connaître les aspirations, les besoins, les possibilités, les réflexes, les craintes, les espoirs de tous ces groupes humains auxquels les économistes veulent apporter des conditions de vie meilleures.

Mais rappelons-nous la phrase de Voltaire :

"Il faut moins d'une minute pour tuer un homme. Il faut 20 ans pour le faire, il faut 30 ans pour connaître les détours de son âme, mais il faudra l'éternité pour saisir ses comportements".

Ainsi, il faudra bien attendre l'éternité pour que l'étude économique devienne irréprochable et décisive. En attendant, il faudra se contenter d'approches provisoires et imparfaites, mais dès aujourd'hui, à défaut de science parfaite, un peu de bonne volonté, d'enthousiasme et de sagesse devraient suffire à atténuer les plus criantes misères du monde.